



## Données de référence 2020 (01/01/2020 - 31/12/2020)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 19/03/2021 - 01/10/2021

### Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 35<sup>ème</sup> réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2020 – 2022, portant sur les données de l'année 2020.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

### Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

## 1. Informations générales et financières

### 1.1. Données démographiques et économiques

#### 1.1.1 Habitants et informations économiques



##### 001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[ 2 626 942 ]

Commentaires The 2021 data are provisional and are calculated using the definitions listed in the General Comments. The final data will be published by the Moldovan National Bureau of Statistics on the third trimester in 2022.

According to the National Bureau of Statistics, the number of inhabitants for the previous cycle (January 1, 2019) is 2 686 064. The information is available at the following link :

[https://statbank.statistica.md/PxWeb/pxweb/ro/20%20Populatia%20si%20procesele%20demografice/20%20Populatia%20si%20procesele%20demografice\\_\\_POPrec\\_\\_POP010/POP010100rcl.px/table/tableViewLayout1/?rxid=b2ff27d7-0b96-43c9-934b-42e1a2a9a774](https://statbank.statistica.md/PxWeb/pxweb/ro/20%20Populatia%20si%20procesele%20demografice/20%20Populatia%20si%20procesele%20demografice__POPrec__POP010/POP010100rcl.px/table/tableViewLayout1/?rxid=b2ff27d7-0b96-43c9-934b-42e1a2a9a774)



=

## 002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, des dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €).

	Montant
Niveau national ou fédéral	3 709 956 644 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires The most significant increases in public expenditure were recorded in the fields of social protection, education, health.



=

## 003. PIB par habitant (en €) en prix courants pour l'année de référence

[ 3 839 ]

Commentaires Provisional data from the National Bureau of statistics

## 004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[ 4 928 ]

NA

Commentaires

## 005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[ 21.1266 ]

Autorisation de décimales : 5

NAP

Commentaires The exchange rate used for all data is the average rate of the National Bank of Moldova for 2020 ( 19.7436 MDL for 1 Euro)

## A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : National Bank of Moldova  
National Bureau of Statistics



## 1.1.2 Données budgétaires relatives au système judiciaire

006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux du budget alloué au ministère public et/ ou de celui alloué à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
<b>TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)</b>	22 438 314 [ ] NA [ ] NAP	21 355 077 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)</b>	18 435 625 [ ] NA [ ] NAP	18 259 226 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Budget public annuel alloué à l'informatisation (2.1 + 2.2)</b>	623 706 [ ] NA [ ] NAP	546 705 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.1 Investissements dans l'informatisation</b>	298 993 [ ] NA [ ] NAP	296 604 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.2 Maintenance des équipements informatiques des tribunaux</b>	324 713 [ ] NA [ ] NAP	250 101 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)</b>	1 411 489 [ ] NA [ ] NAP	1 222 891 [ ] NA [ ] NAP
<b>5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)</b>	506 493 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>6. Budget public annuel alloué à la formation</b>	17 768 [ ] NA [ ] NAP	1 418 [ ] NA [ ] NAP
<b>7. Autres (veuillez préciser)</b>	1 443 233 [ ] NA [ ] NAP	1 324 837 [ ] NA [ ] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : An upward trend of the budget allocated and implemented to computerization is due to the implementation of a new ICMS version in all courts and the videoconference tool which required to renew and adjust the equipment that several courts were using. The approved amount for investment in new court buildings was due to the implementation of court reorganization reform and necessity to build new court premises. The amount allocated was not spent due to different factors including the COVID pandemic situation.

The amount allocated to training increased due to the necessities presented by courts. The amount allocated to training and the implemented one for 2020 is due to the fact that many additional trainings for court staff were organized by different cooperation projects with outsourced financial assistance. As a result the courts spent the allocated financial means to training on other necessities.

The category "other" includes expenses related to telecommunication and mail services, transportation, periodicals, equipment, protocol expenses and missions, etc.

**007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux du budget public alloué au ministère public et/ou de celui alloué à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système.**

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :



=

**008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :**

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	<input type="checkbox"/> Oui, au début de la procédure <input type="checkbox"/> Oui, à un stade ultérieur <input checked="" type="checkbox"/> Non
en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, au début de la procédure <input type="checkbox"/> Oui, à un stade ultérieur <input type="checkbox"/> Non

S'il existe des exceptions à l'obligation de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions :

**008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :**

- In patrimonial litigation, the State fees consist of a percentage of the contested amount whereas in non-patrimonial litigation and in other cases envisaged by the law, a fixed amount is payable, in accordance with the Law on State Tax. (Article 83 of the Code of Civil Procedure) According to the Law on State Tax the court fee is 3% of the value of the action.

**008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :**

[ ] NA

[ ] NAP

Commentaires

## 009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[ 2 087 951 ]

[ ] NA

[ ] NAP

Commentaires The statistical data for judiciary starting with 2020, including the annual income of court fees received by the State, were collected from the Integrated Case Management System which is filled with data exclusively by courts. The sum of annual income in 2020 (2 087 951 EUR) has a downward trend in comparison with the annual income reported in 2018. The 78.24% discrepancy ratio can be explained by the fact that not all paid court fees have been documented in the ICMS by the courts or by parity of reasoning is not a big discrepancy of the incoming cases in 2020 and in 2018 for which a court fee is required by law.

## 012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
<b>TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)</b>	3 036 422 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)</b>	2 944 914 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)</b>	91 508 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires

## 012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
<b>TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)</b>	2 511 204 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)</b>	2 445 304 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)</b>	65 900 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The upward trends in this respect in comparison with 2018 data are due to the expansion of the legal aid system, the diversification of the range of services and beneficiaries of legal aid, the promotion of the system. The increase in remuneration for the legal aid services constituted the main strategic objective needed to be achieved starting with 2018, which continued in 2020. In particular, it was proposed to bring the conventional unit for lawyers remuneration from 20 to 50 MDL (1.01-2.53 EUR), in three stages. The process is planned to be completed in 2021.

In 2020, the categories of legal aid beneficiaries regardless of income level were extended, including victims of domestic violence;

victims of trafficking in human beings; victims of torture and ill-treatment; asylum seekers and a concept which allows 24/24 assistance for victims of domestic violence and sexual offenses was implemented. Starting with 2020, legal aid is also granted to legal entities on several criminal cases. Despite it the volume of legal aid provided it was decreasing in 2020 due to pandemic restrictions.

We can not distinguish the data on the budget for criminal cases and other cases on paralegals because they provide assistance on all types of cases. In the above tables there are reflected amounts referring only to the National Legal Aid Council expenditure (the payments for judicial services), but the total approved budget is 3 194 357 euro and the executed budget is 2 702 505 euro. The differences are constituting administrative and maintenance expenditures for institutions within the system.

=

### 012-2. L'aide judiciaire inclut-elle :

	L'aide judiciaire inclut:
La couverture des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

=

### 012-3. Les budgets de l'aide judiciaire indiqués dans les Q12 et Q12-1 incluent-ils :

	Montant calculé/estimé inclus
La couverture des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

=

### 013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	18 322 489 [ ] NA [ ] NAP	17 447 392 [ ] NA [ ] NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	10 130 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The prosecution system benefited from continuous training organized on-line by the National Institute of Justice. The budget allocated for internal training was not spent.

**014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :**

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
<b>Ministère de la Justice</b>	( ) Oui (X) Non [ ] NAP	( ) Oui (X) Non [ ] NAP	( ) Oui (X) Non [ ] NAP	( ) Oui (X) Non [ ] NAP
<b>Autre ministère</b>	( ) Oui (X) Non [ ] NAP	( ) Oui (X) Non [ ] NAP	( ) Oui (X) Non [ ] NAP	(X) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Parlement</b>	( ) Oui (X) Non [ ] NAP	(X) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui (X) Non [ ] NAP	( ) Oui (X) Non [ ] NAP
<b>Cour Suprême</b>	( ) Oui (X) Non [ ] NAP	( ) Oui (X) Non [ ] NAP	( ) Oui (X) Non [ ] NAP	( ) Oui (X) Non [ ] NAP
<b>Conseil Supérieur de la Magistrature</b>	(X) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui (X) Non [ ] NAP	(X) Oui ( ) Non [ ] NAP	(X) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Tribunaux</b>	(X) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui (X) Non [ ] NAP	( ) Oui (X) Non [ ] NAP	( ) Oui (X) Non [ ] NAP
<b>Organisme d'inspection</b>	( ) Oui (X) Non [ ] NAP	( ) Oui (X) Non [ ] NAP	( ) Oui (X) Non [ ] NAP	( ) Oui (X) Non [ ] NAP
<b>Autre</b>	( ) Oui (X) Non [ ] NAP	( ) Oui (X) Non [ ] NAP	( ) Oui (X) Non [ ] NAP	( ) Oui (X) Non [ ] NAP

Commentaire - Si « Autre ministère », et/ou « Organisme d'inspection », et/ou « Autre », veuillez préciser :

**014-0. Quels sont les critères utilisés pour allouer les ressources financières entre les tribunaux ?  
En outre, veuillez sélectionner maximum trois critères principaux d'allocation :**

	Critères utilisés	Critères principaux
<b>Coûts budgétaires des années précédentes</b>	[ ]	[ ]
<b>Evaluation des besoins particuliers</b>	[X]	[X]
<b>Nombre de juges/non juges</b>	[ ]	[ ]
<b>Nombre d'affaires nouvelles</b>	[ ]	[ ]
<b>Nombre d'affaires pendantes</b>	[ ]	[ ]

Nombre d'affaires terminées	[ X ]	[ X ]
Autre	[ X ]	[ X ]

[ ] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser : The "Other category" includes Cost per case and a fixed amount for all courts. Cost per case is derived by taking court implemented budget and dividing this figure by the total number of cases disposed in the year. The related formula is available in the ICMS.

All the criteria used to allocate financial resources among courts are included in a specific Methodology on court's budget planning approved by the SCM Decision No. 109/3 from 2014. The document is available at the following link:

[https://www.csm.md/files/Acte\\_normative/Aprobarea\\_Metodologie\\_buget.pdf](https://www.csm.md/files/Acte_normative/Aprobarea_Metodologie_buget.pdf)

## 014-1. Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein d'un tribunal de première instance ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Président du tribunal et/ ou juge(s)	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
Directeur de l'administration du tribunal et/ou non-juges	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
Organe mixte (juge(s) et non-juge(s))	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
Autre	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP

Commentaires - Si « Autre », veuillez préciser. Si les responsabilités sont différentes selon le type/degré de juridiction, veuillez répondre à la question pour les juridictions de première instance de droit commun et décrire les différences en commentaire :

## A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Superior Council of Magistracy

### 1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
------------------------	-----------------------



<b>Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €</b>	106 883 648 [ ] NA [ ] NAP	79 496 159 [ ] NA [ ] NAP
---	----------------------------------	---------------------------------

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

### 015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus
<b>Tribunaux</b>	( X ) Oui ( ) No [ ] NAP
<b>Aide judiciaire</b>	( X ) Oui ( ) No [ ] NAP
<b>Ministère public</b>	( X ) Oui ( ) No [ ] NAP

Commentaires

### 015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus
<b>Système pénitentiaire</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Service de probation</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Conseil supérieur de la magistrature</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Conseil supérieur des procureurs</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Cour constitutionnelle</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Service de gestion du système judiciaire</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Service de l'avocat d'Etat</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Service de l'exécution</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP

<b>Notariat</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Service d'expertise légale</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Protection judiciaire de la jeunesse</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Fonctionnement du ministère de la Justice</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
<b>Services des demandeurs d'asile et réfugiés</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Service d'immigration</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Autres</b>	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP

Si « Autres », veuillez préciser : The sum also includes the budget allocated for the following authorities: the Center for Legal Information, the National Institute of Justice.

### **A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : Ministry of Justice, Superior Council of Magistracy, National Institute of Justice, Constitutional Court, General Prosecutor's Office, Superior Council of Prosecutors

## **1.2 Organisation et gestion des tribunaux et des ministères publics**

### **015-4. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des tribunaux individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du tribunal concerné ?**

- According to the provisions of the Law on courts organization the Presidents of the Courts as the main managers of judges and court staff are concerned about:

- approving the Annual Working Plan of the court and coordinating the activities;
- coordinating the activity of judges to ensure the case examination in a reasonable time;
- delimiting the duties of the Vice-Presidents;
- ensuring specialized and professional trainings of judges and court staff;
- deciding on the need to collegially examine several types or categories of cases;
- forming panels of judges;
- verifying the random distribution of cases received by the court for examination;

controlling and displaying, within the time limit set by the procedural norms, the information on cases scheduled for trial;  
conducting the activity of generalizing the judicial practice and analyzing judicial statistics and submitting information on such activities to the Superior Council of Magistracy and, to the Agency for Courts Administration;  
examining petitions;  
representing the court in relations with public authorities and the media;  
appointing civil servants, amending, suspending and terminating, under the law, their employment relationships, employing, amending suspending and terminating employment relationships of contractual staff of the Secretariat of the court;  
applying disciplinary sanctions for court staff;  
issuing Dispositions for allocation of prizes for judges and court staff on some special occasions, like Official National Holidays or Birthdays;  
presenting to the Superior Council of Magistracy the annual project of budget of the court.  
proposing to the Superior Council of Magistracy to appoint investigative judges.

The Vice-President of the court is assisting the President of the court in his/her activity and has the competencies aforementioned in the absence of the President.

The organizational and administrative activity of the court is ensured by the Secretariat, headed by a chief who has the status of a public servant appointed by the president of the court.

The head of the Secretariat of the court has the following duties:

- to organize the work of the staff related to drafting and displaying ,within the time limits set by the procedural rules, the information on cases scheduled for trial;
- to organize the work of staff responsible for ensuring random distribution of cases received by the court;
- to manage the funds allocated to the court;
- to coordinate and verify the activities of the of the Secretariat's subdivisions of the court, ensure the management and optimum utilization of financial, material, intellectual and informational resources in the implementation of strategic working plans of the court;
- to develop and submit for approval to the court's President strategic plans of the court activities;
- to organize and coordinate the implementation of court activities plans;
- to approve, after coordination with the President of the court, the rules of organization and functioning of the Secretariat of the court;
- to perform other functions assigned by law or delegated by the President of the court.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

**015-5. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des ministères publics individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du ministère public concerné ?**

- The prosecution office is headed by the Prosecutor General and Prosecutor General deputies, according to the areas of competence established by the Prosecutor General. The Prosecutor General issues in writing orders, methodological instructions and enforceable regulations, which are mandatory for the subordinated prosecutors.

Within the limits of the attributions established by the Prosecutor General, the heads of the Prosecution General departments organize

and coordinate the activity of the subdivisions they lead according to established competences, issue dispositions and organizational documents, which regulate issues related to the organization and activity of the related subdivisions.

Prosecutors, as well as civil servants, civil servants with special status, the specialists and technical staff of the Prosecution Offices are subordinated hierarchically to the Prosecutor General.

The chief prosecutors of the specialized and territorial prosecution offices assimilated to the deputies of the Prosecutor General, helped by the deputies, organize and coordinate the activity of the related offices. Prosecutors, as well as civil servants, civil servants with special status, the specialists and technical staff of the specialized and territorial prosecution offices are subordinated hierarchically to the Prosecutor General and to the chief prosecutors of the related offices.

The structure, functions, number of staff and residence of specialized and territorial prosecution offices are established by order of the Prosecutor General, with the written consent of the Superior Council of Prosecutors.

The powers and competence of the General Prosecution Office, specialized and territorial prosecution offices and their managers are regulated by the Law no.3 of 02.25.2016 on the Prosecution Office, Law no. 159, of 07.07.2016 on the specialized prosecution offices, the procedural-criminal legislation and internal regulations (The Regulation on the Prosecution Office no. 24/28 of 09.24.2016, etc.).

A chief prosecutor of the territorial prosecution office has the following attributions:

- a) organizes, coordinates and exercises directly or through the deputy(s) the control of the subordinated staff, in order to properly carry out the work tasks;
- b) divides the prosecutors by fields of activity within the prosecution office, depending on the the need to ensure the proper functioning of the prosecution office taking into account their specialization;
- c) distributes to the prosecutors for examination materials and criminal files on the basis of the following objective criteria: specialization, skills, experience, number of cases, addresses, petitions and their degree of complexity, the specificity of each case, the cases of incompatibility and conflict of interest, in so far as they are known;
- d) establishes and distributes the functional duties of the deputy prosecutors;
- e) exercises the functional competencies in accordance with the Code of Criminal Procedure and other special laws;
- f) ensures the implementation of national and sectoral strategies in the field of justice;
- g) draws up semi-annually the activity program of the prosecution office in accordance with the the activity program of the General Prosecution Office and ensures the full achievement of the objectives and of the activities/actions within the established deadlines;
- h) organizes the training and professional development of prosecutors, according to a program approved by the Superior Council of Prosecutors;
- i) carries out the periodical analysis of the activity of the prosecution office, drawing up the priorities and measures which contributes to the efficient exercise of duties;
- j) ensures the implementation of the legislation on access to the information held by prosecution office and cooperation with mass media;
- k) proposes to the Superior Council of Prosecutors the encouragement or sanctioning measures for prosecutors;
- l) presents, within the established terms, the reports on the activity of the prosecution office;
- m) carries out individual and collective evaluations of the prosecutors and civil servants performances;
- n) proposes to the Prosecutor General the encouragement and/or sanctioning of the civil servants and technical staff;
- o) ensures the generalization of statistical data of the activity of the prosecution office and of the committed offences in the area of competence and submits them to the subdivisions of the Prosecutor-General's Office within the established terms;
- p) ensures the integrity of the material assets of the respective prosecution office;
- q) organizes secretarial and other organizational activities in the prosecution office;
- r) exercises other duties regulated by national legislation.

## 2.1.Aide judiciaire

### 2.1.1 Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP

#### New node

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant et durant la procédure devant le tribunal :

- The main body administering the legal aid system is the National Legal Aid Council (NLAC) and its Territorial Offices. Ministry of Justice is the policy making body in the field. The Bar Association cooperates with the NLAC for ensuring the delivery of legal aid. The National Legal Aid Council has four territorial offices, OT Chisinau, OT Balti, OT Comrat and OT Cahul. The territorial offices administer the process of granting the legal aid and operate in the cities (municipalities) where the courts of appeal are located. The activity of ensuring the delivery of qualified legal aid is carried out directly by the coordinator of the territorial office, selected and delegated by the National Council on the basis of a contest organized in the established way.

Both primary legal aid and qualified legal aid are delivered for all types of cases (criminal and non-criminal). Emergency legal assistance is provided in the event of detention in criminal or misdemeanor cases, including the examination of the arrest warrant. Eligibility is based on the financial criterion, but for certain types of cases, legal aid is granted regardless of the person's income level. The concept of state-guaranteed legal aid includes only the compensation of expenses for the services provided by the lawyer on behalf of the state, not other court costs. At the moment, public attorneys, lawyers on request and paralegals are involved in the process of providing state-guaranteed legal aid.

#### New node

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

- ( ) Oui  
( X ) Non  
[ ] NAP

Si oui, veuillez préciser :

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres

professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

## 2.1.2 Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
<b>TOTAL</b>	44 265 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>En matière pénale</b>	41 397 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>En matière autre que pénale</b>	2 868 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant : The lockdown caused postponement of court hearings including for criminal and contravention cases considered not being urgent matters. Perhaps these circumstances marked a downward trend of legal aid requests. The downward trend of the number of criminal and contravention cases for which legal aid was granted can be also a result of the increase of the number of refusals in granting legal aid.

020-1. Veuillez indiquer les délais de la procédure pour l'octroi de l'aide judiciaire, c'est à dire la durée allant de la demande initiale d'aide judiciaire à l'approbation finale de cette demande.

	Durée en jours
Durée maximale prescrite dans la loi/règlementation	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Durée moyenne réelle	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser si les délais prévus sont fixés dans une loi ou une autre réglementation. En outre, veuillez préciser si des délais différents sont prévus pour les affaires pénales et les affaires autres que pénales : According to art. 18 (2) of the Law no. 198 regarding the legal assistance guaranteed by the state, the primary legal assistance is granted immediately, at the moment of addressing. In case of impossibility to provide immediate assistance, the applicant will be notified of the date and time of the hearing which should be held within 3 days from the date of submission of the written or oral request.

=

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	<b>Assistance gratuite d'un avocat</b>
<b>Personnes mises en cause</b>	( X ) Oui ( ) Non
<b>Victimes</b>	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?**

	<b>libre choix de l'avocat</b>
<b>Personnes mises en cause</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
<b>Victimes</b>	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP

Commentaires

**023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : Qualified legal aid is granted to applicants whose monthly average income is lower than the subsistence level per inhabitant in the country. In assessing the income of the applicant for legal aid, the monthly average income and the gains achieved in the six months preceding the month of application is taken into account. When the applicant needs urgent legal aid in the case of custody during a criminal trial, or a misdemeanor procedure or when the participation of the defendant turns out to be mandatory in a criminal or civil trial, qualified legal aid is granted regardless of the income of the person.

**023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:**

	<b>Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)</b>	<b>Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)</b>
<b>Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale</b>	1 266 [ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale</b>	1 266 [ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale</b>	1 266 [ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale</b>	1 266 [ ] NA [ ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

**024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par**

**exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou lorsque l'action n'a aucune chance d'aboutir) ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire : According to art. 24 of the Law on State Guaranteed Legal Aid no.198-XVI of July 26, 2007, it is possible to refuse provision of qualified legal aid in the following cases: the request is manifestly ill-founded, the person does not have the right for which defense/ representation is required, and if the person has the possibility to cover the legal assistance costs from his/her property, except goods that cannot be forcibly sold according to the civil law.

**025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :**

le(s) juge(s) en charge de l'affaire principale

un autre juge ou fonctionnaire

une instance extérieure au tribunal

plusieurs autorités (tribunal et organe externe)

Commentaires

**026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?**

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

**027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :**

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaire - Si vous répondez par la négative, veuillez spécifier comment les frais de justice sont distribués :

**B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : The National Legal Aid Council

**2.2. Usagers des tribunaux et victimes**



## 2.2.1 Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, Conseil supérieur de la magistrature, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui, adresse(s) internet :	Non
Aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	( X ) legis.md csm.md justice.md justice.gov.md	( )
A la jurisprudence des juridictions supérieures	( X ) csj.md instante.justice.md	( )
A des informations sur le système judiciaire (organisation des tribunaux, procédures judiciaires, etc.)	( X ) instante.justice.md	( )
A d'autres documents (par exemple formulaires, formulaires téléchargeables, formulaires à remplir en ligne etc.)	( X ) instante.justice.md cnajgs.md	( )

Commentaire - Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « A d'autres documents » : court documents requests to provide qualified state guaranteed legal aid

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de leur procédure judiciaire ?

- ( ) Oui, toujours  
( X ) Non  
( ) Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaire - Si « Oui, seulement dans quelques situations particulières », veuillez préciser :

030. Existe-t-il un système d'information public et gratuit pour informer et faciliter l'accès à la justice ?

	Système d'information
Général pour les citoyens	[ X ] Information en ligne [ ] Téléphone [ ] Discussion interactive [ ] En personne (accès physique sur place) [ ] Autre [ ] Non
Spécifique pour les victimes d'infractions	[ ] Information en ligne [ X ] Téléphone [ ] Discussion interactive [ ] En personne (accès physique sur place) [ ] Autre [ ] Non

<b>Spécifique pour les mineurs (adapté aux enfants)</b>	<input type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
---	---

Commentaire - Veuillez fournir plus d'informations concernant ces systèmes. En outre, veuillez préciser comment cette assistance est fournie : A general information (court rulings, court decisions, hearings agenda, information on court performance, legal basis, other court documents, courts case status, guiding videos, news, information concerning court budget, vacancies, court taxes, etc) that facilitates the access to judiciary is available free of charge for public on the Moldovan National Courts Portal (instante.justice.md) which also has incorporated an accessibility menu for persons with special needs.

As well, by the Government Decision No 496 of 30.06.2014 it was approved the Framework-regulation on the organization and modus operandi of the Center for Assistance and Counseling for Family Aggressors and the minimum quality standards, which represent the national methodological framework for this kind of services.

The Regulation on the Organization and Modus Operandi of the Service of free assistance by phone to victims of domestic violence and to women victims of violence, and the minimum quality standards were approved in 2017 in order to strengthen the system of providing services to VAW. The phone service is free of charge throughout the country, and also can be accessed by the beneficiaries from abroad. It is available 24/7, from a land line and mobile phone.

### 031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
<b>Victimes de violence sexuelle / viol</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Victimes du terrorisme</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Mineurs (témoins ou victimes)</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Victimes de violence domestique</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Minorités ethniques</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Personnes en situation de handicap</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Délinquants mineurs</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaire - Si « Autres personnes vulnérables » et/ou « Autres modalités particulières », veuillez préciser :

### 031-0. Si des modalités particulières existent au regard des mineurs, quels sont les dispositifs, instruments, installations, pratiques visant à les protéger lorsqu'ils participent à une procédure judiciaire ?

Préparation spéciale et adaptée aux mineurs pour la participation au procès/ poursuite judiciaire (expliquer la procédure d'une manière adaptée aux mineurs)

Salle spéciale dans le tribunal conçue pour les audiences adaptées aux mineurs

Personne/équipe spéciale de professionnels qualifiés (par exemple psychologues) pour accompagner le mineur tout au long de la procédure

Des moyens spécifiques pour communiquer et expliquer la signification des décisions de justice

Structures interinstitutionnelles/multidisciplinaires telles que les "Maisons d'enfants"

Autre, veuillez préciser .....

NAP

Commentaire

### 031-1. Quels sont les principaux critères pour qu'un mineur puisse engager une procédure, prendre des mesures procédurales en son nom propre ou être témoin ?

	Procédure civile	Procédure pénale
<b>Capacité d'engager une procédure et de prendre d'autres mesures procédurales en son nom propre</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]18 years old <input checked="" type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP
<b>Être témoin</b>	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si vous avez sélectionné les réponses « Exceptions au seuil » et « Autre », veuillez apporter des précisions. Si votre système fait une distinction entre la pleine capacité et la capacité limitée d'ester en justice, veuillez décrire la base de cette différenciation (âge, capacité de discernement, type d'action, type d'affaires, autre).

### 031-2. Si un mineur ne peut pas mener une procédure en son nom propre, qui peut le représenter au cours de la procédure judiciaire ?

	Procédure civile	Procédure pénale
<b>Parent/ tuteur légal</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

<b>Autre représentant (à la place des parents/ tuteur légal)</b>	<input type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique	<input type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique
	<input type="checkbox"/> Professionnel du droit	<input type="checkbox"/> Professionnel du droit
	<input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs	<input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs
	<input type="checkbox"/> Autre	<input type="checkbox"/> Autre
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaire

### 031-3. Quels sont les différents critères de responsabilité pénale des mineurs ? (réponses multiples possibles)

- Seuil(s) d'âge  
 Capacité de discernement  
 Autres critères

Commentaire

### 031-3-1. Quels sont les seuils d'âge pour la responsabilité pénale des mineurs ?

**Responsabilité pénale entraînant une peine non privative de liberté (par ex. mesures éducatives)**

- 16 ]  
 NA  
 NAP

**Responsabilité pénale entraînant une peine privative de liberté**

- 16 ]  
 NA  
 NAP

Commentaire - Veuillez décrire brièvement la particularité de votre système. Pourriez-vous préciser si la possibilité d'atténuation s'applique aux peines prononcées et comment : According to the provisions of the Moldovan Criminal Code for specific offences (ex. Murder, Rape, Aggravated assault, Kidnaping, Theft, Robbery) the age threshold for the criminal liability of minors of or without privation of liberty is 14 years old.

### 032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

- Oui, mais seulement si l'auteur est inconnu  
 Oui, mais seulement si l'indemnisation ne peut pas être obtenue de la part de l'auteur  
 Oui, toujours  
 Non

Commentaire

#### 032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

- Pour tous les types d'infractions  
 Pour certains types d'infractions  
 NAP

Commentaire - Veuillez préciser : In accordance with the provisions of Law no. 137 of July 29, 2016 regarding the rehabilitation of the victims of the crime, are entitled to a financial compensation the victims of the offenses stipulated in the following articles of the Criminal

Code: art.145 (intentional homicide), art.146 (murder in the heat of passion), art.149 (deprivation of life by imprudence), art.151 paragraph (4) (intentional severe bodily injury or damage to health resulting with the death of the person), art.158 (compelling a person to remove organs or tissues), art.164 par. (3) (b) (kidnapping of a person that caused imprudently a serious injury to bodily integrity or health or death), art.165 (trafficking in human beings), art.166 (3) (illegal deprivation of liberty), art. 1661 (torture, inhuman or degrading treatment), art.167 (slavery and conditions similar to slavery), art.168 (forced labor in the case where the offense is committed against a minor), art. 171-175 (offenses related to sexual life), art.201/1 (domestic violence), art.206 (trafficking in children), art.208/1 (infantile pornography), art.208/2(taking advantage of the prostitution practiced by a child).

### **032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?**

Oui

Non

Commentaires

### **032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?**

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

[ ] NAP

Commentaire - Veuillez préciser : In accordance with the provisions of Law no. 137 of July 29, 2016 regarding the rehabilitation of the victims of the crime, are entitled to a financial compensation the victims of the offenses stipulated in the following articles of the Criminal Code: art.145 (intentional homicide), art.146 (murder in the heat of passion), art.149 (deprivation of life by imprudence), art.151 paragraph (4) (intentional severe bodily injury or damage to health resulting with the death of the person), art.158 (compelling a person to remove organs or tissues), art.164 par. (3) (b) (kidnapping of a person that caused imprudently a serious injury to bodily integrity or health or death), art.165 (trafficking in human beings), art.166 (3) (illegal deprivation of liberty), art. 1661 (torture, inhuman or degrading treatment), art.167 (slavery and conditions similar to slavery), art.168 (forced labor in the case where the offense is committed against a minor), art. 171-175 (offenses related to sexual life), art.201/1 (domestic violence), art.206 (trafficking in children), art.208/1 (infantile pornography), art.208/2(taking advantage of the prostitution practiced by a child).

### **032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?**

Oui

Non

Commentaires

### **032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?**

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

[ ] NAP

Commentaire - Veuillez préciser : In accordance with the provisions of Law no. 137 of July 29, 2016 regarding the rehabilitation of the victims of the crime, are entitled to a financial compensation the victims of the offenses stipulated in the following articles of the Criminal Code: art.145 (intentional homicide), art.146 (murder in the heat of passion), art.149 (deprivation of life by imprudence), art.151 paragraph (4) (intentional severe bodily injury or damage to health resulting with the death of the person), art.158 (compelling a person to remove organs or tissues), art.164 par. (3) (b) (kidnapping of a person that caused imprudently a serious injury to bodily integrity or health or death), art.165 (trafficking in human beings), art.166 (3) (illegal deprivation of liberty), art. 1661 (torture, inhuman or degrading treatment), art.167 (slavery and conditions similar to slavery), art.168 (forced labor in the case where the offense is committed against a minor), art. 171-175 (offenses related to sexual life), art.201/1 (domestic violence), art.206 (trafficking in children), art.208/1 (infantile

pornography), art.208/2(taking advantage of the prostitution practiced by a child).

**032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?**

Oui

Non

Commentaires

**034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

**035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**035-1. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des mineurs victimes (protection et assistance) ?**

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

**036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur de « classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge ».**

Oui

Non

NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser :

**037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :**

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
<b>Total</b>	416 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	97 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	382 486 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>Durée excessive de la procédure</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Non-exécution des décisions de justice</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Arrestation injustifiée</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Condamnation injustifiée</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Autre</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) : The amount of the compensation for wrongful conviction and arrest is calculated starting from the average monthly income of the natural person at the moment of causing the damage, with the application of the inflation coefficient. The amount of the damage caused to the natural person who was convicted to unpaid work for the benefit of the community shall be calculated in the amount of up to 2 conventional units for one hour of work performed.

For the quantification of the reparable damage, the average monthly income is calculated as follows:

- persons employed by contract - by applying the method of calculating the average salary in accordance with the legislation;
- persons not employed by contract - by dividing by 12 the amount of the total income for the previous year;
- persons who did not work for proved reasons - starting from the average salary in the country in the respective year.

The legal entities are compensated for the patrimonial damage caused, as well as for the unearned benefit (lost income) as a result of the illicit actions.

The amount of compensation for moral damage is calculated taking into account: a) the gravity of the crime for which the person was charged; b) the character and gravity of the procedural violations committed during the criminal investigation and during the examination of the criminal case by court; c) the resonance that the information about the person's accusation had in the society; d) the duration of the criminal investigation, as well as the duration of the examination of the criminal case by court; e) the nature of the injured personal right and its place in the person's value system; f) physical suffering, character and degree of mental suffering; g) the extent to which monetary compensation can alleviate the caused physical and mental suffering; h) the duration of detention.

The amount of the compensation for the damage caused by the violation of the right to a fair trial or the right to a reasonable execution of the judgment is established by court in each individual case, depending on the circumstances of the case in which the violation was committed, as well as the claims made by the applicant, the complexity of the case, the applicant's conduct, the conduct of the prosecution body, the court and other relevant authorities, the duration of the infringement and the importance of the proceedings for the applicant.

## 2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

**038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes pour mesurer la confiance dans la justice et le degré de satisfaction par rapport au service rendu ?**

	<b>Au niveau national</b>	<b>Au niveau des tribunaux</b>
<b>Enquêtes auprès des juges</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc

<b>Enquêtes auprès du personnel des tribunaux</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Enquêtes auprès des procureurs</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Enquêtes auprès des avocats</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Enquêtes auprès d'autres professionnels</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Enquêtes auprès des parties</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Enquêtes auprès des victimes</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Enquêtes auprès des mineurs</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Enquêtes auprès du public</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
<b>Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)</b>	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaire - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : The category "Other not mentioned" includes mixed surveys for parties and other court visitors such as the survey conducted at the court level, by court staff available at the following link:

<https://view.officeapps.live.com/op/view.aspx?src=https%3A%2F%2Fcatch.instante.justice.md%2Fsites%2Fcatch.instante.justice.md%2Ffiles%2FRaport%2520sondaj%25202019.docx&wdOrigin=BROWSELINK>.

Also, this category includes mixed surveys with a different approach such as the survey concerning the perception of judges, prosecutors and lawyers on justice reform and fight against corruption, that was conducted between October and December 2020. The document sought to find out the opinion of judges, prosecutors, and lawyers about the functioning of justice, the initiatives to reform it, and the fight against corruption. The survey was commissioned from the Center of Sociological Investigations and Marketing CBS-RESEARCH by the



Legal Resources Centre from Moldova (LRCM). The survey summary is available at the following link: <https://crjm.org/wp-content/uploads/2020/12/2020-12-16-LRCM-survey-summary.pdf>.

Also, an ad hoc satisfaction survey for judges, court staff, prosecutors, legal professionals was conducted in 2020 at the national level and funded by the World Bank in cooperation with the European Commission. The results are not published yet.

The 2019 OSCE-led Survey on Violence Against Women “Well-being and safety of women” indicate that domestic violence is still a widespread phenomenon in Moldovan society. The survey also shows that victims rarely report experiences of violence, due to a number of barriers such as shame, fear, and distrust of the police and healthcare professionals, as well as a lack of support with regard to the provision of housing and financial aid. The OSCE-led Survey on Violence Against Women “Well-being and safety of women”, 2019, is available at: <https://www.osce.org/secretariat/413237?download=true>.

A victimization and public confidence survey was conducted at the national level recently and funded by the Soros Foundation - Moldova. The survey was informed by the prior survey conducted in 2010, as well as a review of the relevant data and documents relating to crime and criminal justice in Moldova. The results are available at:

[https://www.soros.md/files/publications/documents/Raport\\_ENG\\_FINAL\\_compressed.pdf](https://www.soros.md/files/publications/documents/Raport_ENG_FINAL_compressed.pdf).

### **039. Existe-t-il des statistiques hommes/femmes concernant les usagers des tribunaux, les personnes qui saisissent le tribunal, les victimes, les auteurs d’infractions etc. ?**

( X ) Oui, veuillez préciser : There are statistical data available concerning victims and accused persons. The data are initially recorded by courts in the ICMS and standardized electronic reports are generated by the system both at the local and central level. Data are collected quarterly and aggregated at the central level by the Agency for Courts Administration and Superior Council of Magistracy. Data are disaggregated by age and sex. Also, specific data on the accused persons are presented periodically by courts to the Ministry of Internal Affairs paper based and are introduced in its Information system. Different specific analyzes on this area using related data are realized periodically by the Ministry of Internal Affairs, by Prosecutor's General Office, National Anticorruption Center.

( ) Non

Commentaire - Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : There are statistical data available concerning victims and accused persons.

The data are initially recorded by courts in the ICMS and standardized electronic reports are generated by the system both at the local and central level. Data are collected quarterly and aggregated at the central level by the Agency for Courts Administration and Superior Council of Magistracy. Data are disaggregated by age and sex. Also, specific data on the accused persons are presented periodically by courts to the Ministry of Internal Affairs paper based and are introduced in its Information system. Different specific analyzes on this area using related data are realized periodically by the Ministry of Internal Affairs, by Prosecutor's General Office, National Anticorruption Center.

### **040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d’une affaire par un juge ou la durée d’une procédure)**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

### **041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :**

	<b>Autorité compétente pour traiter de la plainte</b>	<b>Existence d’un délai pour cette autorité pour traiter la plainte</b>
<b>Tribunal concerné</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Instance supérieure</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Ministère de la Justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Conseil supérieur de la magistrature	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

### 041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnités accordées
Tribunal concerné	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Instance supérieure	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Ministère de la Justice	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Conseil supérieur de la magistrature	1 905 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile : According to our law no. 178/2014 on disciplinary liability of judges a complaint about the conduct of a judge should be submitted to the Superior Council of Magistracy. The disciplinary liability of judges is intended to ensure that any disciplinary misconduct of judges within the law that has taken place in a Moldovan court can be examined and the judge, if convicted, is sanctioned, according to the legal provisions, but no monetary compensation is granted to the petitioner by the related institution.

## 3. Organisation des tribunaux

### 3.1. Tribunaux

#### 3.1.1 Nombre de tribunaux

#### 042. Nombre de tribunaux - entités juridiques.

	Nombre de tribunaux
Nombre total des tribunaux - entités juridiques (1 + 2)	20 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre total des tribunaux de droit commun - entités juridiques (1.1 + 1.2 + 1.3)	20 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

1.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance - entités juridiques	15 [ ] NA [ ] NAP
1.2 Tribunaux de droit commun de deuxième instance - entités juridiques	4 [ ] NA [ ] NAP
1.3 Tribunaux de droit commun de la plus haute instance - entités juridiques	1 [ ] NA [ ] NAP
2. Nombre total des tribunaux spécialisés - entité juridiques	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires

#### 043. Nombre de tribunaux spécialisés - entités juridiques.

	Première instance	Instances supérieures
Nombre total des tribunaux spécialisés - entités juridiques	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
Tribunaux des faillites	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
Tribunaux du travail	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
Tribunaux des affaires familiales	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
Tribunaux administratifs	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
Tribunaux militaires	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

<b>Tribunaux pour enfants</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>Autres tribunaux spécialisés</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « Autres tribunaux spécialisés », veuillez donner des précisions :

#### 044. Nombre de tribunaux - implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux (implantations géographiques)
<b>Tribunaux de première instance - implantations géographiques (sont incluses ici les juridictions de droit commun de première instance et les juridictions spécialisées de première instance)</b>	41 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Tous les tribunaux - implantations géographiques (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)</b>	47 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

=

#### 045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
<b>Une petite créance</b>	36 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Le licenciement</b>	36 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Le vol avec violence</b>	37 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Faillite</b>	36 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires From January 1st 2019 the Superior Council of Magistracy decided to specialize each territorial office of the Chisinau first instance Court.

As well, the territorial office of the indicated court specialized for criminal cases activates from 2019 in 2 buildings with different addresses. So, starting with the aforementioned date there are 6 specialized territorial offices in Chisinau, 2 for criminal cases, 1 for contraventional and cases examined by the investigative judges, 1 for insolvency cases, 1 for civil cases and 1 for administrative cases.

#### 045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

( X ) Oui

( ) Non

Commentaire - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance :

## 045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[ 4 028 ]

Commentaires The 24% increase in the value of small claims in 2020 compared to 2018 is linked to the introduction of the simplified procedure for small claims and to the value of 10 average salaries per economy. The total amount of 10 average salaries per economy increased in 2020 compared with 2018.

## C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Agency for Courts Administration

### 3.2. Personnel des tribunaux

#### 3.2.1 Juges et personnels non-juges

046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	461 [ ] NA [ ] NAP	232 [ ] NA [ ] NAP	229 [ ] NA [ ] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	347 [ ] NA [ ] NAP	170 [ ] NA [ ] NAP	177 [ ] NA [ ] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	92 [ ] NA [ ] NAP	51 [ ] NA [ ] NAP	41 [ ] NA [ ] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les Cours suprêmes	22 [ ] NA [ ] NAP	11 [ ] NA [ ] NAP	11 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

=

046-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les juges avec une rémunération proportionnellement réduite ?

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

**046-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :**

- Garde d'enfants
- Soins aux personnes âgées
- A des fins de retraite anticipée
- Autre raison, veuillez préciser .....
- Sans raison

Commentaires

**046-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de juges travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de juges) ?**

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
<b>Total (1 + 2 + 3) (%)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. En première instance (%)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Au niveau des Cours suprêmes (%)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**046-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un juge exerçant à temps partiel comparé à un juge exerçant à temps plein ?**

- Moins de 50 %
- 50 – 60%
- 60 - 80%
- Plus de 80 %
- NA
- NAP

Commentaires

=

**046-2. Nombre de juges (ETP) par type d'affaires:**

	Total	Civiles et/ou commerciales	Pénales	Administratives	Autres
<b>Nombre total de juges</b>	421 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>Première instance</b>	312 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>Deuxième instance</b>	90 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>Cours suprêmes</b>	19 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Si « Autres », veuillez expliquer quels types d'affaires :



=

### 047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
<b>Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)</b>	20 [ ] NA [ ] NAP	18 [ ] NA [ ] NAP	2 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance</b>	15 [ ] NA [ ] NAP	14 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)</b>	4 [ ] NA [ ] NAP	4 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Nombre de président(s) de cours suprêmes</b>	1 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires

### 048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tels (si possible, au 31 décembre de l'année de référence).

	Donnée
<b>Donnée brute</b>	[ ] NA [ X ] NAP
<b>Donnée en équivalent temps plein</b>	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

### 048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

( ) Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

( ) Non

[ X ] NAP

**049. Nombre de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée).**

	Donnée
Donnée brute	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Donnée en équivalent temps plein	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

**049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :**

	Oui	Non	Echevinage
Affaires pénales (infractions graves)	( )	( )	( )
Affaires pénales (infractions mineures)	( )	( )	( )
Affaires familiales	( )	( )	( )
Affaires de droit du travail	( )	( )	( )
Affaires de droit social	( )	( )	( )
Affaires commerciales	( )	( )	( )
Affaires de faillite	( )	( )	( )
Autre affaires civiles	( )	( )	( )

NAP

Commentaire - Si « Autres affaires civiles », veuillez préciser :

**050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?**

( ) Oui

( X ) Non

**050-1. Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?**

Affaires pénales

Affaires autres que pénales



**051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?**

[            ]  
 NA  
 NAP



=

**052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).**

	Total	Hommes	Femmes
<b>Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)</b>	1 792 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	357 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 435 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>2. Personnels non-juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, aide à la préparation de la décision)</b>	900 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	160 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	740 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)</b>	573 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	77 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	496 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>4. Personnels techniques</b>	319 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	120 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	199 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>5. Autres personnels non juges</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « Autres personnels non-juges », veuillez préciser : The numbers do not include trainees. Trainees are assisting the staff with different activities for short periods but are not conducting a significant amount of work.

**052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).**

	Total	Hommes	Femmes
<b>Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)</b>	1 792 [ ] NA [ ] NAP	357 [ ] NA [ ] NAP	1 435 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance</b>	1 332 [ ] NA [ ] NAP	246 [ ] NA [ ] NAP	1 086 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)</b>	304 [ ] NA [ ] NAP	64 [ ] NA [ ] NAP	240 [ ] NA [ ] NAP
<b>3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes</b>	156 [ ] NA [ ] NAP	47 [ ] NA [ ] NAP	109 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires The numbers do not include trainees. Trainees are assisting the staff with different activities for short periods but are not conducting a significant amount of work.

=

**053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :**

- Pour l'aide judiciaire
- En matière familiale
- Pour les ordres de paiement
- Pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- Exécution des affaires civiles
- Exécution des affaires pénales
- Pour les affaires non contentieuses
- Autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

**054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :**

- la maintenance informatique
- la formation du personnel
- la sécurité

les archives

le nettoyage

autres types de services (veuillez préciser) :Translations

Commentaires

## C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Agency for Courts Administration

### 3.3.Ministère public

#### 3.3.1.Procureurs et personnel

055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, auprès de tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	638 [ ] NA [ ] NAP	438 [ ] NA [ ] NAP	200 [ ] NA [ ] NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	449 [ ] NA [ ] NAP	315 [ ] NA [ ] NAP	134 [ ] NA [ ] NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	22 [ ] NA [ ] NAP	13 [ ] NA [ ] NAP	9 [ ] NA [ ] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	167 [ ] NA [ ] NAP	110 [ ] NA [ ] NAP	57 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : There were approved 720 prosecutor's posts in 2020.In row 3 is reflected the number of prosecutors in the Office of the Prosecutor General and the specialized prosecutor's offices.

=

055-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les procureurs avec une rémunération proportionnellement réduite ?

Oui

Non

Commentaires

055-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

- Garde d'enfants
- Soins aux personnes âgées
- A des fins de retraite anticipée
- Autre raison, veuillez préciser .....
- Sans raison

Commentaires

**055-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de procureurs travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de procureurs) ?**

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
<b>Total (1 + 2 + 3) (%)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. En première instance (%)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Au niveau des Cours suprêmes (%)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**055-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un procureur exerçant à temps partiel comparé à un procureur exerçant à temps plein ?**

- Moins de 50 %
- 50 - 60%
- 60 - 80%
- Plus de 80 %
- NA
- NAP

Commentaires

**056. Nombre de chefs des ministères publics.**

	Total	Hommes	Femmes
<b>Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)</b>	45 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	42 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance</b>	39 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	37 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)</b>	3 [ ] NA [ ] NAP	2 [ ] NA [ ] NAP	1 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes</b>	3 [ ] NA [ ] NAP	3 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus : In row 3 is reflected the number of prosecutors in the Office of the Prosecutor General and the specialized prosecutor's offices.

### 057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

- ( ) Oui  
( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

#### 057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[ ]  
[ ] NA

### 059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

- ( ) Oui  
( ) Non  
[ ] NAP

Commentaires

### 059-1. Les parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

	-
<b>Violence domestique</b>	[ ] Oui [ ] Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes [ X ] Non [ ] NA [ ] NAP
<b>Violence sexuelle</b>	[ ] Oui [ ] Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes [ X ] Non [ ] NA [ ] NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : The training courses were organized in 2020 on the related subjects for all prosecutors who applied for, in the limits of the available places.

=

### 060. Nombre de personnel (non-procureurs) rattaché au ministère public, si possible au 31



décembre de l'année de référence et sans le nombre de personnels non-juges, v. question 52 (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement pourvus).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	360 [ ] NA	79 [ ] NA	281 [ ] NA

Commentaires The numbers do not include trainees.

## C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : General Prosecutor's Office

### 3.4. Parité hommes/femmes

#### 3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	( )	( X )
des procureurs	( )	( X )
du personnel non-juge	( X ) Civil servants are entitled to equal opportunities and treatment of men and women in terms of recruiting, continuous professional development, and promotion.	( )
des avocats	( )	( X )
des notaires	( )	( X )
des agents d'exécution	( )	( X )

[ ] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	( )	( X )
des procureurs	( )	( X )
du personnel non-juge	( X ) Civil servants are entitled to equal opportunities and treatment of men and women in terms of recruiting, continuous professional development, and promotion.	( )
des avocats	( )	( X )
des notaires	( )	( X )
des agents d'exécution	( )	( X )

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, ou bien si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

=

**061-3-1. . Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre de la procédure de désignation des :**

	Oui / Non
Présidents des tribunaux	( ) Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] ( X ) Non
Chefs des ministères publics	( ) Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] ( X ) Non

Commentaires

### 3.4.2 Au niveau national

**061-5. Votre pays dispose-t-il d'un document général (par exemple une politique/ stratégie/ un plan d'action/ programme) sur la parité hommes/femmes qui s'applique spécifiquement au système judiciaire?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire. Pouvez-vous indiquer les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s) , ou nous le/les adresser/ télécharger ?

**061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances) /**

**une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :**

	Oui, veuillez préciser	Non
<b>Le recrutement des juges</b>	( )	( X )
<b>La promotion des juges</b>	( )	( X )
<b>Le recrutement des procureurs</b>	( )	( X )
<b>La promotion des procureurs</b>	( )	( X )
<b>Le recrutement du personnel non-juge</b>	( )	( X )
<b>La promotion du personnel non-juge</b>	( )	( X )

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire :

**061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :**

(titre, date, nature du texte) There are different institutions with different statuses and competency. According to the provisions of Law no. 5 of 09.02.2006 regarding the ensuring of gender equality between women and men stated in articles 15-22 the ministries have competence in this area by creating gender coordinating groups. An institution on gender equality specifically established/operational for the judiciary does not exist.

[ ] NAP

**061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :**

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la Justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité hommes/femmes) There are different institutions with different statuses and competency.

For example, the Governmental Commission on Gender Equality is an advisory body created by the Government, which operates under a regulation approved by it, with the following tasks:

- a) promoting equality between women and men, and its complex approach;
- b) coordination of the activity of the central and local public administration authorities in the issues of equality between women and men;
- c) developing the collaboration of state structures with civil society and international organizations, as well as improving their partnership with the private sector and the business community in promoting equality between women and men;
- d) analyzing national and local plans and programs on capitalizing of financial investments in the field of gender equality.

The competence of the other central public administration authorities includes:

- a) ensuring a comprehensive approach to gender equality and the achievement of international treaties in the field of competence;
- b) ensuring respect for the principle of equality between women and men in staff policy and creating the conditions for the prevention of all forms of sex discrimination and sexual harassment at the workplace;
- c) submitting to the Ministry of Labor, Social Protection and Family, in the established manner, the reports on the implementation of



the national policy for ensuring equal opportunities for women and men;  
d) exercising other attributions in the field according to the legislation.

Within the central specialized public administration authorities, the gender steering group is working to ensure a comprehensive approach to gender equality in policies and programs across all areas and at all levels of decision-making and implementation. The members of the gender coordinating group are the gender units in the subdivisions with the competence to develop, promote and monitor policies in the field of activity of the central public administration authority.

[ ] NAP

### 061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours) There are different institutions with different statuses and competency.

[ ] NAP

### 3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public

061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	( )	( X )
dans les services du ministère public (procureurs)	( )	( X )
pour le personnel non-juge des tribunaux	( )	( X )

Commentaires - Veuillez apporter des détails sur cette personne/institution, notamment ses titres/ses fonctions :

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	( )	( X )
Répartition de la charge de travail	( )	( X )
Horaires de travail	( )	( X )

<b>Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail</b>	( )	( X )
<b>Remplacement des personnes absentes</b>	( )	( X )
<b>Organisation des audiences</b>	( )	( X )
<b>Autres</b>	( )	( X )

Commentaires -Si « Autres », veuillez préciser. Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

**061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :**

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) : On December 22, 2016, the article 14 of the Law no. 158 of 04.07.2008 regarding the public function and the status of the civil servant was supplemented with a new paragraph regulating that civil servants are entitled to equal opportunities and treatment of men and women in terms of access to a public office, continuous professional development and promotion.

According to the Law no. 5 of 09.02.2006 on ensuring equal opportunities for women and men as well as the Strategy for ensuring equality between women and men in the Republic of Moldova for the years 2017-2021, equal opportunities in the Republic of Moldova between men and women are granted. Both normative acts contain general provisions on gender balance without specifying the judicial system.

les mesures prévues (veuillez préciser) : According to the Government's program "Good times in Moldova", is planned to adjust the regulatory framework to the international standards in the prevention and fight with domestic violence and protection of gender balance per general and to grant sexual offences victims' rights according to the provisions of the Istanbul and Lanzarote Conventions. These measures apply but are not specific for judicial professions.

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires The planned measures are reflected for the reference year+1.

[ ] NAP

**061-10. Existe-t-il des études d'évaluation ou des rapports officiels concernant les principales causes d'éventuelles inégalités en matière de :**

[ X ] Procédures de recrutement, veuillez préciser: Assessment of Gender Dimension in the Justice Sector of the Republic of Moldova The Personal Price Paid by Women in the Judiciary elaborated in 2019 by the Legal Resources Center in Moldova (NGO). The conclusions

based on the results of the study apply mainly to the profession of judge; however, some recommendations could also apply to other professions within the court system; for example, the aspects regarding adoption of internal rules, sanctioning the acts of harassment, adaptation of courts so that they respond to the needs of employees resuming work after the childcare leave, are equally relevant for a judge, a legal assistant or a court clerk. The assessment can be accessed at the following link: [https://crjm.org/wp-content/uploads/2019/10/Raport\\_Analiza-dimensiunii-de-gen\\_ENG.pdf](https://crjm.org/wp-content/uploads/2019/10/Raport_Analiza-dimensiunii-de-gen_ENG.pdf)

[ X ] Nomination au poste de président de juridiction, veuillez préciser: Assessment of Gender Dimension in the Justice Sector of the Republic of Moldova The Personal Price Paid by Women in the Judiciary elaborated in 2019 by the Legal Resources Center in Moldova (NGO). The conclusions based on the results of the study apply mainly to the profession of judge; however, some recommendations could also apply to other professions within the court system; for example, the aspects regarding adoption of internal rules, sanctioning the acts of harassment, adaptation of courts so that they respond to the needs of employees resuming work after the childcare leave, are equally relevant for a judge, a legal assistant or a court clerk. The assessment can be accessed at the following link: [https://crjm.org/wp-content/uploads/2019/10/Raport\\_Analiza-dimensiunii-de-gen\\_ENG.pdf](https://crjm.org/wp-content/uploads/2019/10/Raport_Analiza-dimensiunii-de-gen_ENG.pdf)

[ ] Nomination au poste de chef de ministère public, veuillez préciser: .....

[ X ] Procédures de promotion et l'accès aux postes de responsabilité, veuillez préciser: Assessment of Gender Dimension in the Justice Sector of the Republic of Moldova The Personal Price Paid by Women in the Judiciary elaborated in 2019 by the Legal Resources Center in Moldova (NGO). The conclusions based on the results of the study apply mainly to the profession of judge; however, some recommendations could also apply to other professions within the court system; for example, the aspects regarding adoption of internal rules, sanctioning the acts of harassment, adaptation of courts so that they respond to the needs of employees resuming work after the childcare leave, are equally relevant for a judge, a legal assistant or a court clerk. The assessment can be accessed at the following link: [https://crjm.org/wp-content/uploads/2019/10/Raport\\_Analiza-dimensiunii-de-gen\\_ENG.pdf](https://crjm.org/wp-content/uploads/2019/10/Raport_Analiza-dimensiunii-de-gen_ENG.pdf)

[ X ] Autres études, veuillez préciser: Economic Cost of Gender Inequalities in the Republic of Moldova (October 2020) The report is elaborated by the Women's Law Center and Expert-Group estimating the economic costs caused by gender inequalities in the Republic of Moldova and identifying a series of strategic recommendations. The Report can be accessed to the following link: [http://cdf.md/files/resources/148/Raport\\_Inegalitati\\_Gen\\_Final\\_Eng.pdf](http://cdf.md/files/resources/148/Raport_Inegalitati_Gen_Final_Eng.pdf)

[ ] NAP

Commentaire - Veuillez préciser également les documents de référence :

### 3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

#### 3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

##### 062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

	Organisation
Politiques et stratégies informatiques	<input type="checkbox"/> ( ) Définies et coordonnées au niveau national par une institution <input checked="" type="checkbox"/> ( X ) Définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> ( ) Définies et coordonnées au niveau de l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> ( ) Autre

<b>Gouvernance informatique</b>	<input type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national par une institution <input checked="" type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Organisées au niveau de l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> Autre
---------------------------------	--

Commentaires

**065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?**

personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre) Courts are consulted to identify the needs and evaluate the development of the ICMS. In 2019 a permanent Working Group composed by representatives from the Agency for Courts Administration, the Ministry of Justice, the Superior Council of Magistracy, the courts, which coordinate and monitor all phases of the system development and updates was created.

**065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?**

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches » IT projects are assigned to the Agency for Courts Administration. The Agency annually contracts an enterprise that provides maintenance services for the ICMS.

The newly developed or updated versions of the ICMS are previously a subject of consultations with the courts. A permanent working group composed by representatives of the Agency, the Ministry of Justice, the Superior Council of Magistracy, the courts, was formed in this respect. New IT projects and updates of the existing versions are funded from the budget of the Agency for Courts Administration and external service providers are contracted in this regard.

**065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?**

Oui

( X ) Non

Almost all components of the new version of the Court Information System were implemented in all courts in 2020. The E-file component was piloted in two courts. As a result, the implementation impact was not measured in the indicated period.

**065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :**

- les processus opérationnels
- la charge de travail
- les ressources humaines
- les coûts
- autres, veuillez préciser .....

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact)

**3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel**

**065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?**

- ( X ) Oui
- ( ) Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent) An external audit mission of the Court Information System it was carried out in 2020 with support of the development partners.

**065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?**

- ( X ) Oui
- ( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.) 1. Yes, the National Center for Personal Data Protection 2. Citizens are not users of the software used by the courts, but are entitled to request extracts from the system that concern the electronic case just if they have the procedural status of participants. Citizens (the general public) have free access to the information on court hearings and court decisions, that is automatically published from the ICMS to the national courts web portal.

A regulation adopted by SCM in October 2017 on publishing of court judgments allows publishing the names of the parties as a rule, with exceptions for protection of personal data, including for the protection of minors. On 22 February 2018, the SCM sent a written note to all courts, reminding them of the new regulation that requires publication of the names of the parties as a rule, with limited exceptions. 3. According to the Government Decision no.593 from 2017 Information Judicial System's interaction with external information resources can be achieved through the unique governmental interoperability platform (MConnect).

**3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision**

**062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?**

- ( X ) Oui

( ) No

Commentaires

**062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
<b>Civile et/ou commerciale</b>	( X ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( X ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( X ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Pénale</b>	( X ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( X ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( X ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Administrative</b>	( X ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( X ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( X ) Oui pour tous les jugements ( ) Oui pour certains jugements ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

**062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :**

- [ ] Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature
- [ X ] Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs
- [ ] Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès The judges have access according to their roles to the cases assigned to them in the ICMS (Integrated Case Management System). The system is centralising all criminal convictions in electronic statistic forms. The courts staff is introducing each judge role in the system in coordination with Agency for Courts Administration and Information Technology and Cyber Security Service. Also, the courts send the information on criminal convictions paper based to the Ministry of Internal Affairs which introduces it in its Information System. The prosecutors as registrars have access to the Information



### 3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

**062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)**

Oui

Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

**062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	Taux de disponibilité
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) <input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) <input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) <input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) <input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) <input type="checkbox"/> NA
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) <input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) <input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) <input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) <input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) <input type="checkbox"/> NA

<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) <input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) <input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) <input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) <input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) <input type="checkbox"/> NA
-----------------------	---

### 062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

Oui

Non

Commentaires

#### 062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA



<b>Administrative</b>	( X ) dans tous les tribunaux ( ) dans la plupart des tribunaux ( ) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes ( ) non disponible pour cette matière [ ] NA	( X ) dans tous les tribunaux ( ) dans la plupart des tribunaux ( ) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes ( ) non disponible pour cette matière [ ] NA	( ) Oui ( ) Essai pilote ( X ) Non [ ] NA
-----------------------	---	---	--

### 062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

**Taux de disponibilité :**

- ( ) 100% - accessible à tous dans le système judiciaire
- ( ) 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- ( ) 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- ( ) 1-9% - dans un seul tribunal
- ( X ) 0% (NAP) - Pas d'accès

[ ] NA

Commentaires

### 3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

#### 063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

- ( X ) Oui
- ( ) Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

#### 063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co nnection d'un CMS avec un outil statistique

<b>Civile et/ou commerciale</b>	( X ) 100% ( ) 50-99% ( ) 10-49% ( ) 1-9% ( ) 0% (NAP) [ ] NA	( ) Accessible aux parties ( X ) Publication de la décision en ligne ( ) Les deux ( ) Non accessible [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( ) Entièrement intégré, y compris BI ( X ) Intégré ( ) Non intégré mais connecté ( ) Pas du tout connecté [ ] NA [ ] NAP
<b>Pénale</b>	( X ) 100% ( ) 50-99% ( ) 10-49% ( ) 1-9% ( ) 0% (NAP) [ ] NA	( ) Accessible aux parties ( X ) Publication de la décision en ligne ( ) Les deux ( ) Non accessible [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( ) Entièrement intégré, y compris BI ( X ) Intégré ( ) Non intégré mais connecté ( ) Pas du tout connecté [ ] NA [ ] NAP
<b>Administrative</b>	( X ) 100% ( ) 50-99% ( ) 10-49% ( ) 1-9% ( ) 0% (NAP) [ ] NA	( ) Accessible aux parties ( X ) Publication de la décision en ligne ( ) Les deux ( ) Non accessible [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NA [ ] NAP	( X ) Entièrement intégré, y compris BI ( ) Intégré ( ) Non intégré mais connecté ( ) Pas du tout connecté [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser : The new functionalities of early warning signals were developed as a part of the ICT reform programme and a new ICMS version.

## 063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
<b>Registre foncier</b>	( ) 100% ( ) 50-99% ( ) 10-49% ( ) 1-9% ( X ) 0% (NAP) [ ] NA	( ) Oui ( ) Non [ ] NA [ X ] NAP	( ) Oui ( ) Non [ ] NA [ X ] NAP	( ) Oui ( ) Non [ ] NA [ X ] NAP

<b>Registre du commerce</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
-----------------------------	---	--	--	--

Commentaires – Si d’autres registres sont concernés, veuillez préciser :

## Pilotage budgétaire et financier

### 063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l’outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d’autres ministères (des finances notamment)
<b>Gestion budgétaire et financière des tribunaux</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Gestion des frais de justice</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Autres (préciser en commentaires)</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires There are not applicable other budgetary and financial systems for courts in 2020.

## Autres outils d’administration des tribunaux

### 063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l’activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires The deployment rate of the measurement tools to assess the workload of judges improved in 2020 compared with 2018 due to a new ICMS version with an improved statistical module implemented gradually in all courts.

#### 063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
<b>Pour les juges</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pour les procureurs</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pour le personnel non-juge/ non-procureur</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

### 3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

**064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)**

Oui

Non

Commentaires

**064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pénale</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>Administrative</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	---	--	--	--

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser E-File Module integrated in CMS has been adjusted and piloted in 2020 in 2 pilot courts.

A group of lawyers and several legal entity's representatives had the possibility to submit civil and administrative cases to pilot courts by electronic means. A module for criminal and contravention cases has been developed but the legislative framework has not been amended in this regard. Specific legislative framework authorising the e-submission of civil cases was adopted in 2018 ( article 17/1 of the Civil Procedure Code). The noted provisions are applying for administrative cases also. According to the legislative framework aforementioned the e-submission is a substitute to the paper procedure.

### 064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

Oui

Non

Commentaires Starting with June 2020 the National Legal Aid Council assisted by UNDP Moldova and Sweden implemented some improvements allowing e-requests to be submitted from the website of the NLAC.

The information on the result of the examination of e-requests is submitted to solicitants by email. The e-requests forms are approved by NLAC's decisions.

#### 064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	<b>Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique</b>
<b>Taux de disponibilité</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
<b>Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Information disponible dans le CMS</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

### 064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une

**audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

**064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :**

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
<b>Civile et/ou commerciale</b>	[ X ]	[ ]	[ X ]	[ ] SMS [ X ] Courrier électronique [ X ] Application informatique spécifique [ ] Autres	[ X ]
<b>Pénale</b>	[ X ]	[ X ]	[ ]	[ ] SMS [ X ] Courrier électronique [ ] Application informatique spécifique [ ] Autres	[ X ]
<b>Administrative</b>	[ X ]	[ ]	[ X ]	[ ] SMS [ X ] Courrier électronique [ X ] Application informatique spécifique [ ] Autres	[ X ]

Commentaires Taking into account the development of a new ICMS improved version all summons are produced by CMS and for civil and administrative cases are communicated by electronic means in specific situations.

According to the amendments of the Civil Procedure Code the procedural documents of the court shall be communicated to the public authorities, to legal entities governed by private law and to lawyers by means of the Integrated Case Management System, to which they are connected by e-mail addresses indicated in the mandate of lawyer, in other documents certifying the use of electronic mail. Procedural documents sent through the Integrated Case Management System shall be considered to be communicated. According to the Criminal Procedure Code the summons can also be sent by e-mail or by any other electronic system if the investigating officer, the prosecutor, the court have the necessary technical means to prove that the summon has been received. In 2020 the new technical functionalities of ICMS allow to submit summons to E-mail addresses of the participants in trial. Simultaneous summon in paper form is usually submitted.

## Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels



064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique	Disponibilité pour
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
<b>Pénale</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Avocats <input type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat

<b>Administrative</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
-----------------------	--	--	--	---	---

Commentaires E-File Module integrated in ICMS has been adjusted and piloted in 2020 in 2 pilot courts for civil and administrative cases. A group of lawyers and several legal entity's representatives had the possibility to submit civil and administrative cases to pilot courts by electronic means. A module for criminal and contravention cases has been developed but the legislative framework has not been amended in this regard. Specific legislative framework authorising the e-submission of civil cases was adopted in 2018 ( article 17/1 of the Civil Procedure Code). The noted provisions are applied also for administrative cases.

**064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)**

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
<b>Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
<b>Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
<b>Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui



Services de police judiciaire	<input type="checkbox"/> 100%	<input type="checkbox"/> Courrier	<input type="checkbox"/> Oui
	<input type="checkbox"/> 50-99%	électronique	
	<input type="checkbox"/> 10-49%	<input type="checkbox"/> Application	
	<input type="checkbox"/> 1-9%	informatique spécifique	
	<input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP)	<input type="checkbox"/> Autres	
	<input type="checkbox"/> NA		

Commentaires

**064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés (contentieux relatif aux petites créances, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire) ?**

Oui

Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant.

### Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

**064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition des parties, etc.).**

Oui

Non

Commentaires

**064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :**

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

<b>Administrative</b>	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
-----------------------	---	--	---

Commentaires Due to COVID pandemic, by a Decision of the Exceptional Situations Commission in all criminal cases, the use of videoconferencing for hearings with persons held in prisons has been established. Until then, hearings by videoconference were available for specific criminal cases based on a court decision. With regard to civil cases, the courts were encouraged to decide, where possible, to use videoconference when it comes to issuing protection orders, actions for confiscation of unjustified assets, approval of forced hospitalization and forced treatment. In this concern, 25 new videoconference units were procured and installed in court's territorial offices. The equipment allows to be used for different case categories but legal provisions regarding the secure use of videoconference in civil and administrative proceedings and specific functionalities (licenses, electronic signatures) have to be adopted and developed.

### 064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

Oui

Non

Commentaires

#### 064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
<b>Civile et/ou commerciale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Pénale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Administrative</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

### 064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

<b>Admissibilité de la preuve électronique</b>	<b>Cadre législatif</b>
--	-------------------------

<b>Civile et/ou commerciale</b>	( X ) Oui ( ) Non	( ) De droit commun seulement ( X ) De droit commun et spécialisé ( ) De droit spécialisé seulement [ ] NAP
<b>Pénale</b>	( X ) Oui ( ) Non	( ) De droit commun seulement ( X ) De droit commun et spécialisé ( ) De droit spécialisé seulement [ ] NAP
<b>Administrative</b>	( X ) Oui ( ) Non	( ) De droit commun seulement ( X ) De droit commun et spécialisé ( ) De droit spécialisé seulement [ ] NAP

Commentaires - Autres dispositifs de communication électronique entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers The electronic evidence for criminal, civil and administrative cases are admitted in the usual legislative framework which contains also specific provisions (types of documents, audio, video recordings). There are not specific provisions on the admission of "blockchain".

### 3.6. Performance et évaluation

#### 3.6.1 Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

**066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?**

- ( ) Oui  
( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?**

	Oui / Non
<b>dans les tribunaux</b>	( ) Oui ( X ) Non
<b>dans les services du ministère public</b>	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires

### 3.6.2 Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

**077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?**

Oui

Non

Commentaires

**078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :**

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des juges et des personnels des tribunaux

satisfaction du personnel des tribunaux

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

coûts des procédures judiciaires

nombre de recours

taux de recours

clearance rate

disposition time

autre (veuillez préciser) : According to the SCM Decision no.854 / 37 of 19.12.2017 on the approval of quality indicators, in order to carry out the modernization of the judicial statistics included in the Government Action Plan for the years 2016 - 2018, the following quality indicators were additionally approved: Rate of postponed court hearings, Rate of the court staff per judge, Case per judge, Case per court staff, Examination of cases in time (refers to cases with the fixed terms provided by the legislation).

Commentaires

**077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?**

Oui

Non

Commentaires

**078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:**

nombre de nouvelles affaires

- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?**

- Oui
- Non

Commentaires

**073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence:**

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si « Moins fréquente » ou « Plus fréquente », veuillez préciser : According to the national legislation provisions the system is collecting and analyzing data every three months. In 2020 due to COVID pandemic the data were collected and analyzed twice (for 6 months and annual).

**073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?**

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?**

Oui

Non

Commentaires

**073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?**

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : Monthly, Quarterly

**073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?**

Oui

Non

Commentaires

**073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?**

Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) ?**

Conseil Supérieur de la Magistrature

Ministère de la Justice

Organe d'inspection

Cour Suprême

Organe d'audit externe

Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) ?**

Conseil supérieur des procureurs

- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### **3.6.3 Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public**

#### **070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :**

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) : number of cases closed in 1 hearing

Commentaires

#### **070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :**

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time

pourcentage de condamnations et d'acquittements

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):**

en matière civile

en matière pénale

en matière administrative

Commentaires

**072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?**

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
<b>dans les tribunaux</b>	( X )	( )
<b>dans les services du ministère public</b>	( )	( X )

Commentaires The waiting time is being monitored due to the implementation of the new version of ICMS in all courts.

**3.6.4 Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public**

**080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?**

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) : 1. Superior Council of Magistracy, Chisinau mun., M.Eminescu 5, www.csm.md ; 2. Agency for Courts Administration under the Ministry of Justice, Chisinau mun., tefan cel Mare and Sfint str., 124 B, et. 2, http://aaij.justice.md

Non

Commentaires 1. Superior Council of Magistracy, Chisinau mun., M.Eminescu 5, www.csm.md ; 2. Agency for Courts Administration under the Ministry of Justice, Chisinau mun., tefan cel Mare and Sfint str., 124 B, et. 2, http://aaij.justice.md

**080-1. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal sont-elles publiées ?**

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

=

**080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?**

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) : General Prosecution Office



Non

Commentaires General Prosecution Office, bd. tefan cel Mare i Sfânt, 73, Chiinu Moldova

**080-3. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public sont-elles publiées ?**

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

=

**081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

**081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:**

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires Due to the implementation of new ICMS functionalities in all courts, including electronic statistical reports, in 2020 the data are available for individual courts in the ICMS and are collected from the system at the local and central level.

**081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :**

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires Quarterly

In 2020 due to COVID 19 pandemic the periodicity at which the report was released was less frequent (every 6 months or annual for several courts).

=

**081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

**081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:**

- Internet
- Intranet
- Diffusion papier

Commentaires

**081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :**

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires Monthly, quarterly, every 6 months.

### 3.6.5 Administration des tribunaux

**082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?**

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).**

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

### 3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

**083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :**

- Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

- Pouvoir législatif
- Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)
- Président de la juridiction
- Autre (veuillez préciser) : .....
- NAP

Commentaires

### **114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?**

- Oui
- Non

Commentaires Once in 3 years

#### **114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :**

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

=

### **083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?**

- Oui
- Non

Commentaires

#### **083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :**

- Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)
- Procureur général /Procureur de la République
- Conseil supérieur des procureurs
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Autre (veuillez préciser) : .....
- NAP

Commentaires

### **120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?**

- Oui
- Non

Commentaires

#### **120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :**

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires Once in 4 years

#### C4. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : General Prosecutor's Office

### 4. Procès équitable

#### 4.1. Principes

##### 4.1.1 Principes du procès équitable

**084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?**

[            ]

NA

NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

**085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?**

Oui

Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

**085-1. i oui, quel est le ratio entre le nombre total de procédures de récusation initiées et le nombre de récusations qui ont été prononcées (au cours de l'année de référence) ?**

[ 8 ]

NA

Commentaires The total number of requests (initiated procedures) for recusal was 4693.

Admitted requests (recusals pronounced) -372.

The recusal procedure initiated by a judge ("self-recusals") is not included in the ratio provided in the replies.

**086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ?**

Pour les procédures civiles (non-exécution)

Pour les procédures civiles (durée)

Pour les procédures pénales (durée)

NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour européenne des droits de l'homme au niveau de l'Etat / au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées) :

**086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation de la Convention européenne des droits de l'homme par la Cour Européenne des droits de l'homme ?**

Oui

Non

NAP

Commentaires

**D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : Ministry of Justice (The Government Agent), Agency for Courts Administration

**4.2. Durée des procédures**

**4.2.1 Informations générales**

**087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :**

en matière civile

en matière pénale

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**088. Existe-t-il des procédures simplifiées :**

en matière civile (petits litiges)

en matière pénale (infractions mineures)

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements oralement, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?**

affaires civiles

affaires pénales

[ ] affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

#### 4.2.2 Gestion des flux d'affaires – première instance



**091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"**

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
<b>Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>	46 416 [ ] NA [ ] NAP	100 425 [ ] NA [ ] NAP	100 015 [ ] NA [ ] NAP	46 826 [ ] NA [ ] NAP	5 186 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b>	29 920 [ ] NA [ ] NAP	70 551 [ ] NA [ ] NAP	68 439 [ ] NA [ ] NAP	32 032 [ ] NA [ ] NAP	2 577 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>	5 091 [ ] NA [ ] NAP	11 305 [ ] NA [ ] NAP	12 253 [ ] NA [ ] NAP	4 143 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b>	74 [ ] NA [ ] NAP	1 982 [ ] NA [ ] NAP	2 019 [ ] NA [ ] NAP	37 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP

<b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>	5 017 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	9 323 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	10 234 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 106 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Affaires administratives</b>	3 657 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 153 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 945 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 865 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	452 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>4. Autres affaires</b>	7 748 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	14 416 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	15 378 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 786 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 157 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires By decisions no.1, 4 and 13 from 18, 24 March and 03 April 2020 of the Commission for Emergency Situation specific measures were established also in the justice sector on the period of the setting of the state of emergency. It was stipulated to temporarily postpone the consideration of the civil and criminal cases until 15 May 2020, except the cases that need to be considered urgently. For specific civil and criminal cases it was recommended to courts if possible to schedule hearings considering the use of video conference system and were asked to file/communicate the procedural acts or other documents electronically. Later on in the same period most of the planned hearings for matters considered not being urgent were postponed by courts and as a result the backlog at the end of the year increased. The data reported for 2018 were paper based statistics. In 2019 all courts started to fill and clean all data in the ICMS in order to obtain electronic records. For 2020 all courts (excepting Supreme Court of Justice) reported electronically.

**092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :**

- . derived from an authenticated legal act
- resulted from a legal act concluded through a simple document, if the law does not stipulate other method
- based on bill protest regarding non-payment, non-acceptance of the acceptance bill, authenticated by a notary
- Taking into account the child support of the minor that does not require the establishment of paternity, the challenge of paternity (maternity) or the attraction of other interested persons
- Following salary or other entitlements calculated but not paid to the employee
- Submitted by the police, the fiscal body, or the enforcement body of the court proceedings, in order to recover the costs of seeking the defendant or the debtor or his property or the child taken from the debtor by virtue of a court decision, as well as the cost of keeping the property seized by to the debtor and to the property of the debtor who was evicted from house.
- resulted from purchase of goods in credit
- resulted failure to return the books borrowed from the library;
- resulted from economic agent's failure to pay the Social Fund debt
- resulted from tax arrears or state social insurance
- Following the forfeiture and forced sale of the pledge object (movable or immovable property)
- Other cases

**093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :**

. cases for reviewing a civil and commercial proceeding  
 case transfer requests according to competence  
 requests for resolving conflicts of jurisdiction  
 appeals against deeds processed by a bailiff  
 recusal requests  
 insolvency cases

**094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.**

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
<b>Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)</b>	18 911 [ ] NA [ ] NAP	36 954 [ ] NA [ ] NAP	33 566 [ ] NA [ ] NAP	22 299 [ ] NA [ ] NAP	2 407 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Infractions graves</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2. Infractions mineures</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>3. Autres affaires pénales</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :

**4.2.3 Gestion des flux d'affaires – seconde instance**

**097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »**

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
<b>Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>	4 214 [ ] NA [ ] NAP	17 437 [ ] NA [ ] NAP	16 395 [ ] NA [ ] NAP	5 256 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP



<b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b>	3 288 [ ] NA [ ] NAP	13 045 [ ] NA [ ] NAP	12 391 [ ] NA [ ] NAP	3 942 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>3. Affaires administratives</b>	700 [ ] NA [ ] NAP	3 058 [ ] NA [ ] NAP	2 682 [ ] NA [ ] NAP	1 076 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>4. Autres affaires</b>	226 [ ] NA [ ] NAP	1 334 [ ] NA [ ] NAP	1 322 [ ] NA [ ] NAP	238 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. Insolvency cases

**098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.**

	Affaires pendants au 1 <sup>er</sup> janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2 <sup>ème</sup> instance
<b>Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)</b>	2 540 [ ] NA [ ] NAP	11 551 [ ] NA [ ] NAP	10 761 [ ] NA [ ] NAP	3 330 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Infractions graves</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2. Infractions mineures</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>3. Autres affaires</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser.

#### 4.2.4 Gestion des flux d'affaires – Cour suprême



##### 099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1 <sup>er</sup> janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
<b>Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)</b>	609 [ ] NA [ ] NAP	4 477 [ ] NA [ ] NAP	4 541 [ ] NA [ ] NAP	545 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)</b>	328 [ ] NA [ ] NAP	2 775 [ ] NA [ ] NAP	2 783 [ ] NA [ ] NAP	320 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

<b>2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.2.3. Autres affaires liées aux registres</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>2.3. Autres affaires non contentieuses</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP
<b>3. Affaires administratives</b>	259 [ ] NA [ ] NAP	1 411 [ ] NA [ ] NAP	1 464 [ ] NA [ ] NAP	206 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>4. Autres affaires</b>	22 [ ] NA [ ] NAP	291 [ ] NA [ ] NAP	294 [ ] NA [ ] NAP	19 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. cases for reviewing a civil and commercial proceeding  
transfer requests according to competence  
requests for resolving conflicts of jurisdiction  
recusal requests

### 099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

( X ) Oui, veuillez indiquer le nombre d'affaires classées par cette procédure 3670

( ) Non

Commentaires

### 100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1 <sup>er</sup> janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
<b>Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)</b>	812 [ ] NA [ ] NAP	2 530 [ ] NA [ ] NAP	2 528 [ ] NA [ ] NAP	814 [ ] NA [ ] NAP	0 [ ] NA [ ] NAP
<b>1. Infractions graves</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>2. Infractions mineures</b>	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
<b>3. Autres affaires pénales</b>	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :

#### 4.2.5 Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

##### 101. Nombre d'affaires contentieuses spécifiques reçues et traitées par les tribunaux de 1<sup>ère</sup> instance.

	Affaires pendants au 1 <sup>er</sup> janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans
<b>Divorce contentieux</b>	2 431 [ ] NA [ ] NAP	5 902 [ ] NA [ ] NAP	6 073 [ ] NA [ ] NAP	2 260 [ ] NA [ ] NAP	77 [ ] NA [ ] NAP
<b>Licenciement</b>	107 [ ] NA [ ] NAP	99 [ ] NA [ ] NAP	104 [ ] NA [ ] NAP	102 [ ] NA [ ] NAP	13 [ ] NA [ ] NAP
<b>Faillite</b>	5 426 [ ] NA [ ] NAP	1 732 [ ] NA [ ] NAP	2 706 [ ] NA [ ] NAP	4 452 [ ] NA [ ] NAP	2 157 [ ] NA [ ] NAP
<b>Vol avec violence</b>	388 [ ] NA [ ] NAP	391 [ ] NA [ ] NAP	296 [ ] NA [ ] NAP	483 [ ] NA [ ] NAP	101 [ ] NA [ ] NAP
<b>Homicide volontaire</b>	67 [ ] NA [ ] NAP	138 [ ] NA [ ] NAP	136 [ ] NA [ ] NAP	69 [ ] NA [ ] NAP	10 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires

=

##### 101-0. Nombre de procédures/ affaires relatives aux demandeurs d'asile et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers.

	Affaires pendants au 1 <sup>er</sup> janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans
Procédures non-juridictionnelles relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	43 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	86 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	110 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	19 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Procédures non-juridictionnelles relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 120 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 313 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	64 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	37 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	43 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	58 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	227 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	212 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	15 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :**

. According to article 61 of the Law no. 270 of 18.12.2008 on Asylum in the Republic of Moldova, the decisions of the Asylum and Integration Directorate on asylum applications may be appealed to the court in administrative procedure without observing any prior procedure. The examination of the asylum applications by the court shall be conducted in accordance with the principle of confidentiality.

Accordind to the Law no.200 of 16.07.2010 on the regime of foreigners in the Republic of Moldova, the state guarantees to the foreign citizens the inviolability of the person and the residence in accordance with the legislation in force. They have the right to an effective satisfaction from the competent courts, other public authorities against acts that violate their rights, freedoms and legitimate interests. Throughout the trial, aliens benefit from the same procedural rights as citizens of the Republic of Moldova, free legal assistance or contract based on lawyers, as well as other persons authorized in the manner established by Law no. 198-XVI of 26 July 2007 on State guaranteed legal aid.

Aliens have the right to seek protection from the diplomatic mission of their State.

**101-2. Nombre d'affaires d'abus sexuels d'enfants et de pornographie enfantine reçues et traitées par les tribunaux de 1<sup>ère</sup> instance.**

	Affaires pendantes au 1 <sup>er</sup> janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1 <sup>ère</sup> instance
Abus sexuels d'enfants	47 [ ] NA [ ] NAP	100 [ ] NA [ ] NAP	82 [ ] NA [ ] NAP	65 [ ] NA [ ] NAP	9 [ ] NA [ ] NAP
Pornographie enfantine	12 [ ] NA [ ] NAP	20 [ ] NA [ ] NAP	14 [ ] NA [ ] NAP	18 [ ] NA [ ] NAP	4 [ ] NA [ ] NAP

Commentaire - Veuillez expliquer les définitions juridiques de ces catégories d'infractions dans votre système :

**102. Pourcentage des décisions ayant fait objet d'un appel, durée moyenne des procédures et pourcentage d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans pour toutes les instances, concernant des affaires contentieuses spécifiques. La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'instruction en matière pénale, ainsi que de la phase d'exécution.**

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1 <sup>ère</sup> instance (en jours)	Durée moyenne en 2 <sup>ème</sup> instance (en jours)	Durée moyenne en 3 <sup>ème</sup> instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 12 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 4 [ ] NA [ ] NAP
Divorce contentieux	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 4 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 2 [ ] NA [ ] NAP
Licenciement	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 63 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 5 [ ] NA [ ] NAP

<b>Faillite</b>	Valeur numérique maximale autorisée : 100 33 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 20 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Vol avec violence</b>	Valeur numérique maximale autorisée : 100 42 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>Homicide volontaire</b>	Valeur numérique maximale autorisée : 100 76 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 12 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :**

. The divorce cases are examined in general civil litigious procedure by courts.

According to the amendments of the Family Code non-litigious divorce cases since 2018 have been examined by the Civil Status Service.

In view of the provisions of art. art. 35, 36 of the Family Code of the Republic of Moldova, amended in 2019, the dissolution of the marriage can be carried out extrajudicially (non-litigiously) - through a notarial procedure, as well as at the civil status body.

According to the provisions of art. 37 of the Family Code of the Republic of Moldova, the dissolution of marriage takes place in court in the litigious procedure if the spouses have common minor children and have not reached an agreement on their care, education and domicile, or in the absence of a divorce agreement of one of the spouses, unless one of the spouses is subject to a measure of legal protection, has been declared missing, has been sentenced to deprivation of liberty for a term of more than 3 years, and in case if the marriage has been dissolved by a notarial deed.

As well, the dissolution of the marriage is in the courts competence in cases when there is an agreement to divorce of both spouses, but one of them refuses to appear before the civil status body.

**104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.**

. The length of procedure in days per court level can not be reported because the existing ICMS functionalities do not allow to calculate it in the requested manner.

The percent of cases pending more than 3 years for all instances is calculated proportional with the pending cases at the end of the year for all instances.

Pending cases more than 36 months/pending cases at the end of the year\*100%.



**105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :**

- [ X ] diriger ou superviser l'enquête policière
- [ X ] mener des enquêtes
- [ X ] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- [ X ] porter une accusation
- [ X ] soumettre l'affaire au tribunal
- [ X ] proposer une peine au juge
- [ X ] faire appel
- [ ] superviser la procédure d'exécution
- [ X ] classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)
- [ X ] clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- [ ] autres attributions significatives (veuillez préciser) : .....

Commentaires The role and powers of public prosecutor in the criminal procedure are stipulated by the Moldovan Criminal Procedure Code.

**106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :**

- [ X ] affaire civiles
- [ X ] affaires administratives
- [ ] affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**107. Procureurs : Nombre total d'affaires pénales en 1ère instance**

	Nombre d'affaires
<b>1. Affaires pendantes au 1er Janvier de l'année de référence</b>	12 457 <input type="checkbox"/> [ ] NA <input type="checkbox"/> [ ] NAP
<b>2. Affaires nouvelles/reçues</b>	27 443 <input type="checkbox"/> [ ] NA <input type="checkbox"/> [ ] NAP
<b>3. Affaires traitées (3.1+3.2+3.3+3.4)</b>	30 614 <input type="checkbox"/> [ ] NA <input type="checkbox"/> [ ] NAP
<b>3.1. Classées pendant l'année de référence (3.1.1+3.1.2+3.1.3+3.1.4)</b>	10 300 <input type="checkbox"/> [ ] NA <input type="checkbox"/> [ ] NAP
<b>3.1.1. Classées par le procureur parce que l'auteur n'a pas pu être identifié</b>	<input type="checkbox"/> [ ] NA <input checked="" type="checkbox"/> [ X ] NAP



3.1.2 Classées par le procureur en raison d'une absence de constat d'infraction ou en raison d'une situation juridique particulière	0 [ ] NA [ ] NAP
3.1.3 Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	2 465 [ ] NA [ ] NAP
3.1.4 Classement pour d'autres raisons	7 835 [ ] NA [ ] NAP
3.2..Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	2 556 [ ] NA [ ] NAP
3.3.Affaires clôturées par le procureur pour d'autres raisons	4 671 [ ] NA [ ] NAP
3.4.Affaires portées devant les tribunaux	13 087 [ ] NA [ ] NAP
4.Affaires pendantes au 31 décembre de l'année de référence	9 286 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires

**107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été terminées par le biais de cette procédure ?**

	Total	Infractions graves	Infractions mineures
Nombre total de procédures du plaider coupable	318 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
Avant la procédure judiciaire principale devant les tribunaux	189 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP
Pendant la procédure judiciaire principale	129 [ ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires The reason that the guilty plea procedures decreased in 2020 in comparison with 2018 and 2016 data is the applicability of the simplified procedure based on the evidence administered at the stage of the criminal investigation (application of Article 364/1 of the Criminal Procedure Code - Judgment based on evidence administered during the criminal investigation phase).

**109. Les données communiquées dans le cadre de la Q107 incluent-elles le contentieux routier ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires

**D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : General Prosecutor's Office

## 5. Carrière des juges et procureurs

### 5.1. Recrutement et promotion

#### 5.1.1 Recrutement et promotion des juges

##### 110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

##### 111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

Une instance composée seulement de juges

Une instance composée seulement de non juges

Une instance / des instances composée(s) de juges et de non-juges

Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : Superior Council of Magistracy

##### 111-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
<b>Membres</b>	15	9	6
	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose ses membres :

##### 111-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez préciser quel organe est compétent pour décider en appel :

##### 112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

Oui

Non

Commentaires

### 113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges : (réponses multiples possibles)

- Concours/Examen
- Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)
- Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

#### 113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge : (réponses multiples possibles)

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- La performance (quantitative)
- Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- Autre(s)
- Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

### 5.1.2 Statuts, recrutement et promotion des procureurs

#### 115. Quel est le statut du ministère public ?

- Un statut indépendant en tant qu'entité distincte parmi les institutions de l'État
- Fait partie du pouvoir exécutif mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)
- Fait partie du pouvoir exécutif (sans indépendance fonctionnelle)
- Fait partie du pouvoir judiciaire mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)
- Fait partie du pouvoir judiciaire (sans indépendance fonctionnelle)
- Un modèle mixte (veuillez expliquer)
- Un autre statut (veuillez expliquer)

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (telles que le financement) et comment ces dernières sont établies (Constitution, législation etc.). De même, si « modèle mixte » ou « autre » veuillez préciser : The Prosecutor's Office is an autonomous public institution within the judicial authority which, in criminal proceedings and in other procedures stipulated by law, contributes to the observance of the rule of law, performing the act of justice, the defense of the rights and legitimate interests of the person and society. The Prosecutor's Office is independent of the legislative, executive and judicial powers, of any political party or socio-political organization, as well as of any other institutions, organizations or persons.

Prosecutor's Office budget

The prosecutor's office is financed from the state budget within the limits of the budgetary allocations approved by the annual budget law. The budget of the Prosecutor's Office is unique and is administered by the General Prosecutor's Office.

The draft budget of the Prosecutor's Office is elaborated by the General Prosecutor's Office, having the approval of the Superior Council of Prosecutors. The budget of the Prosecutor's Office is prepared, approved and administered in accordance with the principles, rules and procedures established by the legislation on public finances and budgetary-fiscal responsibility.

The independence of the prosecutor is granted by a strict determination, by law, of the status of the prosecutor, the delimitation of the

attributions of the Prosecutor's Office, of the attributions and competences of the prosecutor within the exercise of the functions of the Prosecutor's Office; the procedures for appointment, suspension and dismissal; his/her inviolability; the decisional discretion of the prosecutor in the exercise of the function, granted by law; establishing, by law, the interdiction regarding the interference of other persons or authorities in the activity of the prosecutor; ensuring the adequate means for the functioning of the Prosecutor's Office, creating the organizational and technical conditions favorable to its activity; the material and social insurance of the prosecutor; other measures provided by law.

**115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**115-2. Si vous avez répondu « Oui » à la Q115-1, y-a-t-il des exceptions prévues par la loi ?**

Oui

Non

Commentaire - Veuillez décrire ces exceptions :

**115-3. Si vous avez répondu « Non » à la Q115-1, quelle autorité peut émettre des instructions spécifiques ?**

Procureur général

Procureur hiérarchiquement supérieur / Chef de service

Pouvoir exécutif

Autre

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

**115-4. Quelle forme peuvent avoir ces instructions ?**

Instruction orale

Instruction orale avec confirmation écrite

Instruction écrite

Autre

NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

**115-5. Dans ce cas, ces instructions sont-elles :**

Délivrées en ayant demandé l'avis préalable du Procureur compétent

Obligatoires

Motivées

Enregistrées dans le dossier

Autre

NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

### 115-6. Quelle est la fréquence de ce type d'instructions ?

- Exceptionnelles
- Occasionnelles
- Fréquentes
- Systématiques
- NAP

Commentaires

### 115-7. En cas d'instructions, le procureur peut-il s'opposer ou faire rapport à une institution ou à un organisme indépendant ?

- Oui
- Non
- NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser à quel organisme/institution et veuillez décrire dans quelles conditions :

### 116. Comment sont recrutés les procureurs ?

- principalement par concours (concours ouvert)
- principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
- une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

### 117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- Une instance composée seulement de procureurs
- Une instance composée seulement de non procureurs
- Une instance composée de procureurs et de non procureurs
- Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : The Superior Council of Prosecutors

### 117-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
<b>Membres</b>	15 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	11 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose/nomme ses membres :

### 117-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez préciser quel est l'organe compétent pour décider en appel : The Superior Council of Prosecutors is competent to examine the complaints against the decisions on the candidates selection which are issued by a specialised committee subordinated to the Superior Council of Prosecutors. This type of decisions can be contested to the SCP in 5 days from the date of their pronouncement. The Chisinau Court of Appeal examines the appeals against the decisions on recruitment/appointment issued by the Superior Council of Prosecutors.

### **118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?**

Oui

Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ? .....

Commentaires

### **119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs ? (réponses multiples possibles)**

Concours / Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

### **119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur :**

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»): "Other" refers to didactic and scientific activity.

## **5.1.3 Mandat et retraite des juges et procureurs**

### **121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?**

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

### **121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :**

Pour des raisons disciplinaires

Pour des raisons organisationnelles

Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) : .....

Non

Commentaires

**122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?**

Oui, durée de la période probatoire (en années) : .....

Non

Commentaires

**123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?**

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

**124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?**

Oui, durée de la période probatoire (en années) : .....

Non

Commentaires

**125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?**

[            ]

NA

NAP

Commentaires The compulsory retirement age for judges is 65 years old.

**125-1. Est-il renouvelable ?**

Oui

Non

NAP

Commentaires

**126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?**

[            ]

NA

NAP

Commentaires The compulsory retirement age for prosecutors is 63 years old for men and 59 years old for women in 2020.

**126-1. Est-il renouvelable ?**

Oui

( ) Non

[ X ] NAP

Commentaires

## E1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : General Prosecution Office and Superior Council of Prosecutors

Superior Council of Magistracy

### 5.2. Formation

#### 5.2.1 Formation des juges

##### 127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue générale	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue à l'éthique	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires

##### 128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	[ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée



Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges : National Institute of Justice

## 5.2.2 Formation des procureurs

### 129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

<b>Formation continue sur la justice adaptée aux enfants</b>	( ) Oui ( X ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non
--	----------------------	----------------------	----------------------

Commentaires According to the provisions of the Law on the Prosecution Office, prosecutors shall participate at least 40 hours per year in the programmes of continuous training organized by the National Institute of Justice, in the programmes organized by other higher education institutions from the country or from abroad, or in other activities of vocational training. The continuous training of prosecutors is being carried out with due account to the necessity of the prosecutors' specialization. When drafting the curricula and topics on the continuous training of prosecutors there are taken into consideration the suggestions and individual needs of prosecutors and they have possibility to choose the field they wish to improve in.

### 130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
<b>Formation continue générale</b>	[ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée
<b>Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)</b>	[ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée
<b>Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)</b>	[ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée
<b>Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux</b>	[ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée
<b>Formation continue à l'éthique</b>	[ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée
<b>Formation continue sur la justice adaptée aux enfants</b>	[ X ] Régulièrement (par exemple tous les ans) [ ] Occasionnellement (en fonction des besoins) [ ] Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs : The frequency of the in-service training for public prosecutors changed due to the fact that Modular continuous training plans every year are elaborated/updated in accordance with the Methodology for determining the needs of continuous training of prosecutors which is consulted with the Superior Council of Prosecutors as well as based on the objectives of the strategic policies.

### 5.2.3 Instituts de formation

**131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?**

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Institution(s) pour les juges	[ ]	[ ]	[ ]
Institution(s) pour les procureurs	[ ]	[ ]	[ ]
Institution(s) commune(s) pour juges et procureurs	[ ]	[ ]	[ X ]

Commentaires

**131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?**

	Budget de l'(des) institution(s) pour l'année de référence, en €
Institution(s) pour les juges	[ ] NA [ X ] NAP
Institution(s) pour les procureurs	[ ] NA [ X ] NAP
Institution(s) commune(s) pour les juges et procureurs	912 473 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires The data indicated above reflects the approved and allocated budget to the National Institute of Justice.

**131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?**

. Judges and/or prosecutors have compulsory initial training.

**5.2.4 Nombre de formations**



**131-2. Nombre de formations continues disponibles et dispensées (en jours) par les institutions publiques responsable(s) de la formation.**

	Nombre de formations en présentiel disponibles	Nombre de formations dispensées en présentiel en jours	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	57 [ ] NA [ ] NAP	68 [ ] NA [ ] NAP	12 [ ] NA [ ] NAP
1. Pour les juges	21 [ ] NA [ ] NAP	23 [ ] NA [ ] NAP	12 [ ] NA [ ] NAP

<b>2. Pour les procureurs</b>	14 [ ] NA [ ] NAP	19 [ ] NA [ ] NAP	12 [ ] NA [ ] NAP
<b>3. Pour le personnel non-juge</b>	15 [ ] NA [ ] NAP	15 [ ] NA [ ] NAP	12 [ ] NA [ ] NAP
<b>4. Pour le personnel non-procureur</b>	15 [ ] NA [ ] NAP	15 [ ] NA [ ] NAP	12 [ ] NA [ ] NAP
<b>5. Formations pour les autres professionnels</b>	18 [ ] NA [ ] NAP	24 [ ] NA [ ] NAP	12 [ ] NA [ ] NAP

Commentaire - Veuillez préciser s'il existe des formations pour les juges et/ou procureurs qui incluent d'autres professionnels de la justice . Due to pandemic situation in 2020 most of the trainings were conducted remotely by e-learning and videoconference platforms. The other professionals include legal aid lawyers, probation officers. The trainings for other professionals were organized in January, February, September and November 2020 on the following topics: Juvenile probation: elaboration of the pre-sentence report, Methods to work with family aggressors and prevention techniques for violence against women and children, Professional integrity of the probation officers, Measures to protect child victims of sexual abuse, Early release and reducing the term of punishment for inhuman conditions of detention, etc. More data are available for 2020 due to an improved evidence system realized by NIJ.

### 131-3. Nombre de participants aux formations au cours de l'année de référence

	Nombre de participants aux formations en présentiel	Nombre de participants aux formations en ligne (e-learning)
<b>Total</b>	1 301 [ ] NA [ ] NAP	1 135 [ ] NA [ ] NAP
<b>Juges</b>	351 [ ] NA [ ] NAP	161 [ ] NA [ ] NAP
<b>Procureurs</b>	212 [ ] NA [ ] NAP	162 [ ] NA [ ] NAP
<b>Personnel non-juge</b>	329 [ ] NA [ ] NAP	542 [ ] NA [ ] NAP
<b>Personnel non-procureur</b>	22 [ ] NA [ ] NAP	57 [ ] NA [ ] NAP
<b>Autres professionnels</b>	387 [ ] NA [ ] NAP	213 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires

## 5.3.Exercice de la profession

### 5.3.1 Salaires et avantages des juges et procureurs

#### 132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
---------------------------	--------------------------	--	---

<b>Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière</b>	12 551 [ ] NA [ ] NAP	10 041 [ ] NA [ ] NAP	247 800 [ ] NA [ ] NAP	198 240 [ ] NA [ ] NAP
<b>Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)</b>	18 631 [ ] NA [ ] NAP	14 905 [ ] NA [ ] NAP	367 848 [ ] NA [ ] NAP	294 278 [ ] NA [ ] NAP
<b>Procureur au début de sa carrière</b>	11 080 [ ] NA [ ] NAP	8 872 [ ] NA [ ] NAP	218 760 [ ] NA [ ] NAP	175 175 [ ] NA [ ] NAP
<b>Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).</b>	16 489 [ ] NA [ ] NAP	13 491 [ ] NA [ ] NAP	325 560 [ ] NA [ ] NAP	266 367 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires

### 133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
<b>Imposition réduite</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Retraite spécifique</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Logement de fonction</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Autre avantage financier</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires

### 134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

. According with the new Law No. 270 of 11.23.2018 regarding the unitary system of remuneration in the budgetary sector, all public employees can benefit from unique financial benefits on the occasion of professional holidays and non-working holidays, which are paid from the savings of the financial means allocated for the remuneration of the work for that year, but not more than 5% of the annual salary fund at the level of each budgetary entity.

So, the cumulative amount of the bonuses granted to a judge or prosecutor during a budget year can not exceed the official salary of the judge/prosecutor.

[ ] NAP

=

### 135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
<b>Enseignement</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Recherche et publication</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Arbitrage</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Consultant</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Fonction culturelle</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Fonction politique</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Médiateur</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Autre fonction</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

### 137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
<b>Enseignement</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Recherche et publication</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Arbitrage</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Consultant</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Fonction culturelle</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Fonction politique</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Médiateur</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Autre fonction</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser :

### 139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour

une période donnée) ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser les conditions et si possible les montants :

### 5.3.2 Institution/organe d'éthique

**138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?**

Oui

Non

Commentaires

**138-1. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?**

Juges uniquement

Juges et représentants d'autres professions juridiques

Autre, veuillez préciser : .....

Commentaires

**138-2. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public?**

Oui

Non

[ ] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

**138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?**

Oui

Non

Commentaires

**138-4. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?**

Procureurs uniquement

Procureurs et représentants d'autres professions juridiques

Autre, veuillez préciser : .....

Commentaires

**138-5. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public ?**

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

## 5.4.Procédures disciplinaires

### 5.4.1 Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

#### 140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (réponses multiples possibles)

?

Justiciables

Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique

Cour suprême

Conseil supérieur de la magistrature

Tribunal disciplinaire

Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)

Médiateur (Ombudsman)

Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....

Autre (veuillez préciser) :The Judicial inspection and the Committee for the evaluation of judges.

Ceci n'est pas possible

Commentaires

#### 141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (réponses multiples possibles) :

Citoyens

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Procureur général/Procureur d'Etat

Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

Tribunal disciplinaire

Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)

Médiateur (Ombudsman)

Organisme professionnel

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....

Autre (veuillez préciser) :The Disciplinary and Ethics Committee of prosecutors, Prosecutor's inspection, Ministry of Justice, Performance Evaluation Board

Ceci n'est pas possible

Commentaires

#### 142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (réponses multiples possibles)



- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....
- Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (réponses multiples possibles)**

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : .....
- Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**5.4.2 Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions**

**144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)**

	Juges	Procureurs
<b>Nombre total (1+2+3+4)</b>	53 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	76 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Faute déontologique</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Insuffisance professionnelle</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Délit pénal</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

<b>4. Autre</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------	--	--

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : There are available data by each disciplinary violation regulated by special laws. Data by specific categories requested by CEPEJ are not systematically kept by national entities.

#### 145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
<b>Nombre total (total 1 à 10)</b>	13 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	18 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Réprimande</b>	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Suspension</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>3. Retrait d'une affaire</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>4. Amende</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>5. Diminution de salaire temporaire</b>	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>6. Rétrogradation de poste</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>7. Mutation géographique dans un autre tribunal</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>8. Démission</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>9. Autre</b>	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	11 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>10. Révocation</b>	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. Warnings

#### E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Superior Council of Magistracy, Superior Council of Prosecutors

## 6. Avocats

### 6.1. Profession d'avocat

#### 6.1.1 Statuts de la profession d'avocat

##### 146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	2 086 <input type="checkbox"/> NA	1 467 <input type="checkbox"/> NA	619 <input type="checkbox"/> NA

Commentaires

##### 147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ( )

Non ( X )

Commentaires

##### 148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[ ]

NA

NAP

Commentaires

=

##### 149. La représentation légale devant les tribunaux est-elle exclusivement exercée par les avocats pour les : (réponses multiples possibles)

	Première instance	Deuxième instance	Cour suprême
Affaires civiles	( ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires de licenciement	( ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP	( ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( X ) Non <input type="checkbox"/> NAP

<b>Affaires pénales - Défendeur</b>	( ) Oui, toujours ( X ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui, toujours ( X ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui, toujours ( X ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non [ ] NAP
<b>Affaires pénales - Victime</b>	( ) Oui, toujours ( X ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui, toujours ( X ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non [ ] NAP	( ) Oui, toujours ( X ) Oui, pour certaines affaires ( ) Non [ ] NAP
<b>Affaires administratives</b>	( ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui, toujours ( ) Oui, pour certaines affaires ( X ) Non [ ] NAP

Commentaire - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des avocats :

**149-0. Si d'autres que les avocats peuvent représenter un client devant les tribunaux, veuillez préciser qui :**

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
<b>Organisme de la société civile</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Membre de la famille</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Personne concernée elle-même</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Syndicat</b>	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non	( ) Oui ( X ) Non
<b>Autres</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser. De plus, pour les catégories sélectionnées, veuillez préciser quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) :

**149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?**

- [ ] Activité notariale
- [ X ] Arbitrage/médiation
- [ X ] Mandataire
- [ ] Syndic de copropriété
- [ ] Agent immobilier

[ X ] Autres (veuillez préciser) : In addition, a lawyer can exercise didactic and scientific activity according to art. 11 of the Law no. 1260-XV of 19 July 2002.

Commentaires

## 149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

Avocat indépendant

Avocat salarié

Avocat d'entreprise

Commentaires

## 150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

un barreau national

un barreau régional

un barreau local

Commentaires

## 151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

## 152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires

## 153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

## F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice

### 6.1.2 Exercice de la profession

## 154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires

**155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?**

Oui

Non

Commentaires

**156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?**

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

**6.1.3 Standards de qualité et procédures disciplinaires**



**157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

**158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :**

le Barreau

le législateur

autre (veuillez préciser) : The National Legal Aid Council is responsible for the definition of the quality standards with regard to lawyers who provide legal aid.

Commentaires

**159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :**

la prestation de l'avocat

le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

**160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?**

Le juge

Le ministère de la Justice

Une instance professionnelle

Autre (veuillez préciser) : .....

Commentaire

**161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule**

fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	32 [ ] NA [ ] NAP
1. Faute déontologique	[ X ] NA [ ] NAP
2. Insuffisance professionnelle	[ X ] NA [ ] NAP
3. Délit pénal	[ X ] NA [ ] NAP
4. Autre	[ ] NA [ X ] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : The increase in the number of disciplinary proceedings initiated against lawyers in 2020 can be explained by the increase of the public awareness-raising on the existence of professional bodies for lawyers and disciplinary procedures that can be initiated if a lawyer violates the professional ethics (Sources Bar Association and Ministry of Justice).

## 162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	30 [ ] NA [ ] NAP
1. Réprimande	3 [ ] NA [ ] NAP
2. Suspension	0 [ ] NA [ ] NAP
3. Retrait d'une affaire	5 [ ] NA [ ] NAP
4. Amende	14 [ ] NA [ ] NAP
5. Autre	8 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons : The "Other" reflects Warnings in 7 cases and the termination of the internship for a trainee lawyer in 1 case.

## 7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

## 7.1. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

### 7.1.1 Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

#### 163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires

#### 163-1. Dans certains domaines, le système judiciaire prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

#### 163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

Oui

Non

Commentaires - Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

#### 164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires familiales	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires pénales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires liées aux consommateurs	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP



**165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?**

Oui

Non

NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

=

**166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:**

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	947 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	440 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	507 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires According to the Law no.137 of 03.07.2015 on mediation, mediators must carry out their activities in an office or associate office. Thus, the number of active mediators in 2020 represents 204 (120 males and 84 females), or approximately 22 % from the total number of accredited mediators. Also, the reflected number is not including all first instance judges, except investigative judges, who have the legal duty to conduct the mediation process for certain civil disputes.

**167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:**

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
<b>Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Affaires civiles et commerciales</b>	5 417 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 131 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	131 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Affaires familiales</b>	2 615 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 524 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	55 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>3. Affaires administratives</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements</b>	212 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	191 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	15 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>5. Affaires pénales</b>	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>6. Affaires liées aux consommateurs</b>	55 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	44 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source : Taking into account that court related mediation is mandatory in the first column is reflected the number of cases related to mediation procedure in court in 2020.

Due to the COVID pandemic and the lockdown in 2020, the examination of the civil and commercial cases was periodically postponed by courts. It caused a downward trend in the field of court-related mediation.

=

## 168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

l'arbitrage

la conciliation (si différente de la médiation)

d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) : .....

Commentaires

## G1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Ministry of Justice

## 8. Exécution des décisions de justice

### 8.1. Exécution des décisions en matière civile

#### 8.1.1 Nombre d'agents d'exécution, statut et mandat

#### 169. Nombre et type d'agents d'exécution dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
<b>Total (1+2+3+4)</b>	171 <input type="checkbox"/> NA	93 <input type="checkbox"/> NA	78 <input type="checkbox"/> NA
<b>1. Profession libérale réglementée par les autorités publiques</b>	171 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	93 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	78 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>2. Agents d'exécution attachés à une institution publique (fonctionnaires payés par l'Etat)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>3. Juges</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>4. Autres</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser le statut et les compétences de ces agents d'exécution :

#### 170. Quelles sont les conditions d'accès à la profession d'agent d'exécution (réponses multiples

possibles) ?

diplôme

expérience professionnelle

examen spécifique

procédure de nomination par l'Etat

formation initiale

autre

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser : The category "Other" includes:

- citizenship of the Republic of Moldova;

- knowledge of the state language;

- the person has not reached the age of 65;

- the person has an impeccable reputation;

- the person corresponds to the medical requirements for the exercise of the function;

- the person is not subject to a measure of judicial protection in the form of guardianship.

**171. Le mandat des agents d'exécution est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?**

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire : 65

Non, veuillez indiquer la durée du mandat : .....

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :  
Dismissal as a disciplinary sanction.

## 8.1.2 Activités/ domaines de compétences

**171-1. A quelles informations du débiteur l'agent d'exécution a-t-il accès au début de la procédure d'exécution ?**

	Accès à l'information	Accès numérique direct à l'information
Adresse	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Date de naissance	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Etat civil	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Cohabitant	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Employeur	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Véhicule automobile	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Biens meubles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Biens immeubles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

<b>Compte bancaire</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Procédures d'exécution déjà en cours contre le débiteur</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Procédures d'insolvabilité (faillites, réorganisations judiciaires, règlement collectif de dettes, ...)</b>	( X ) Oui ( ) Non	( X ) Oui ( ) Non
<b>Autre</b>	( X ) Oui ( ) Non	( ) Oui ( X ) Non

Commentaires - Si "Autre", veuillez préciser : Information on companies where the debtor is a shareholder.

## 171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	<b>Option</b>
<b>Saisie des biens meubles corporels</b>	( X ) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution ( ) Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution ( ) Non [ ] NAP
<b>Saisies conservatoires des biens meubles corporels</b>	( ) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution ( ) Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution ( X ) Non [ ] NAP
<b>Saisie des immeubles</b>	( X ) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution ( ) Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution ( ) Non [ ] NAP
<b>Saisie conservatoire des immeubles</b>	( ) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution ( ) Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution ( X ) Non [ ] NAP
<b>Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent</b>	( X ) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution ( ) Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution ( ) Non [ ] NAP
<b>Saisies des rémunérations</b>	( X ) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution ( ) Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution ( ) Non [ ] NAP

<b>Saisies des véhicules terrestres à moteur</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Mesures d'expulsion</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisies des bateaux et des navires</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisie des aéronefs</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Saisie des avoirs dématérialisés (par ex. cryptomonnaie)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Vente forcée par adjudication publique des biens saisis</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Vente des parts sociales</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Autres</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

**171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être**

## **exercées par les agents d'exécution ?**

- Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- Recouvrement de créances
- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques
- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires

### **8.1.3 Formation et TIC**

#### **172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?**

- Oui
- Non

Commentaires

#### **172-2. Disposez-vous d'un système de formation « e-learning » mis en place pour les agents d'exécutions ?**

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

#### **172-3. Le système de formation continue comprend-il dans son contenu également les TIC (liées aux procédures d'exécution) ?**

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : There were organized general trainings on using MS Office tools and specific trainings on using of the information system of the eforcement procedures, which is under development and piloting phase.

#### **172-4. Votre pays a-t-il instauré la signification et/ou notification électronique ?**

- Oui
- Non

**172-5. Le développement de nouvelles technologies a-t-il un effet sur les différentes étapes de la procédure d'exécution ?**

Oui

Non

Comentaire - Veuillez expliquer : It opened the possibility of collecting the information needed for the enforcement procedure more operatively. Also, it generates electronic statistics and facilitates the interaction between different bodies involved in the process. A set of new technologies in this field are under development with the assistance of the international donors.

**8.1.4 Frais**

**174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?**

Oui

Non

Commentaires

**175-1. Les honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution sont-ils librement négociés ?**

Oui

Non

Commentaires

**175-2. Qui doit procéder au paiement de ces honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution ?**

Le débiteur

Le créancier

Autre – veuillez préciser .....

Commentaires

**176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?**

Oui

Non

Commentaires

**H0. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Source : Ministry of Justice

## 8.1.5 Organisation de la profession et efficacité des services



**177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?**

Oui

Non

Commentaires

**178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?**

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires

**181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?**

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ?  
Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.**

absence de toute exécution

non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

manque d'information

durée excessive

pratiques illégales

supervision insuffisante

coût excessif

défaut de comportement éthique de l'agent d'exécution

autre (veuillez préciser) : .....

Commentaires The type of complaints made by users concerning the enforcement procedure may differ from year to year. In 2020 lack of information, excessive length of the procedure were not forming the top 3 complaints received by the enforcement bodies, being



replaced by no execution at all and unethical behaviour of enforcement agent.

**185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :**

	Existence du système
pour les affaires civiles	( X ) Oui ( ) Non
pour les affaires administratives	( X ) Oui ( ) Non

Commentaires The system is paper-based. A new information system containing specific functionalities in this concern is under development.

**186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de signification et/ou notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)**

- ( ) entre 1 et 5 jours  
 ( X ) entre 6 et 10 jours  
 ( ) entre 11 et 30 jours  
 ( ) plus (veuillez préciser) : .....  
 [ ] NA

Commentaires

**187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)**

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	21 [ ] NA [ ] NAP
1. Pour faute déontologique	[ X ] NA [ ] NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	[ X ] NA [ ] NAP
3. Pour délit pénal	[ X ] NA [ ] NAP
4. Autre	[ X ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : The discrepancy in 2020 compared to the data presented in 2018 can be explained by the decrease of the petitions addressed to the Disciplinary Board against enforcement agents which were declared admissible for initiating disciplinary proceedings. There are no available systematically specific data by categories.

## 188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	13 [ ] NA [ ] NAP
1. Réprimande	1 [ ] NA [ ] NAP
2. Suspension	1 [ ] NA [ ] NAP
3. Retrait d'une affaire	[ ] NA [ X ] NAP
4. Amende	10 [ ] NA [ ] NAP
5. Autre	1 [ ] NA [ ] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons : Other reflects license withdrawal.

## H1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Ministry of Justice

## 8.2. Exécution des décisions pénales

### 8.2.1 Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

## 189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales ? (réponses multiples possibles)

- Juge  
 Procureur  
 Services pénitentiaire et de probation  
 Agent d'exécution  
 Autre autorité (veuillez préciser) : The comander of the military unit

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).

## 190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui  
 Non

**191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?**

- 80-100%
- 50-79%
- Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

**9. Notaires**

**9.1. Profession de notaire**

**9.1.1 Nombre, statut et mandat des notaires**

**192. Nombre et statut des notaires dans votre pays.**

	Total	Hommes	Femmes
<b>TOTAL (1+2+3+4)</b>	305 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	61 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	244 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
<b>1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>2. Officiers publics nommés par l'Etat</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>3. Fonctionnaires (rémunérés par l'Etat)</b>	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
<b>4. Autre</b>	305 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	61 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	244 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « autre » veuillez préciser le statut ou si « Officiers publics nommés par l'Etat » veuillez indiquer quel ministère est principalement engagé dans la procédure de nomination. According to the national legislation the notaries status can be defined as private professionals appointed by a mixt Licensing Commission (3 members are nominated by the General Assembly of Notaries, 3 members are employees of the Ministry of Justice and 1 member represents the civil society but is nominated by the Ministry of Justice). Mainly engaged in the appointment procedure is the Minister of Justice. The minister has the right to nominate all Licensing Commission members if the General Assembly of Notaries fails to nominate 3 members within 30 days. Also, the Minister of Justice has the prerogative to reject the nominated members by the General Assembly. If the General Assembly decides to nominate the same candidates second time, the minister is obliged to accept. The same compenence and procedure involving the Ministry of Justice is applicable for Disciplinary Commission of the Notaries.

**192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (réponses multiples possibles) ?**

- diplôme
- expérience professionnelle
- examen spécifique

procédure de nomination par l'Etat

formation initiale

autre (veuillez préciser): .....

Commentaires

## 192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65

non, veuillez indiquer la durée du mandat : .....

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

### 9.1.2 Activités/ domaines de compétences

#### 194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles) :

	Veuillez sélectionner une option
<b>Authentification</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non [ ] NAP
<b>Certification des signatures</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non [ ] NAP
<b>Légalisation des signatures/ Apostille</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non [ ] NAP
<b>Contrôle de légalité des documents</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non [ X ] NAP
<b>Médiation</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non [ ] NAP

<b>Prestation de serments</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Procédures judiciaires non contentieuses (par exemple, agir en tant que commissaire du tribunal dans un dossier de succession, divorce, partage de succession, veuillez préciser)</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Agir en tant que fonctionnaire d'Etat (par exemple, célébrer un mariage, veuillez préciser)</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Autres fonctions judiciaires (par exemple ordre de paiement)</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Enchères publiques</b>	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Autres (par exemple collecter des impôts, gérer des registres)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser. Veuillez indiquer toute précision utile concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou au contraire les autres organes ayant également des compétences pour les activités énumérées.

## 194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- Transaction immobilière
- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés
- Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- Protection des personnes vulnérables
- Autres

### 9.1.3 TIC, organisation de la profession et formation

#### 194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes TIC spécialisés dans leur activité ?

- Dans leurs relations avec l'État (par exemple, tribunaux, registres, chambres de commerce, autorités fiscales)
- Dans leurs relations avec leurs clients
- Dans leurs relations avec d'autres notaires (par exemple, visioconférence, système d'échange de documents)

Commentaires

#### 194-4. Quels sont les registres informatisés que les notaires peuvent consulter ?

- Registre foncier
- Registre du commerce
- Registre de l'état civil/ de la population
- Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale
- Tout autre registre (veuillez préciser) E-power of attorney register, real estate pledge registry
- Aucun

Commentaires

#### 194-5. Existe-t-il des registres/infrastructures de registres gérés par le notaries ?

- Oui
- Non

Commentaire - Dans l'affirmative, veuillez préciser :

#### 194-6. Dans quels registres informatisés les notaires peuvent-ils modifier les données (directement ou indirectement via une demande en ligne) ?

	Modification directe	Modification indirecte via une demande en ligne
<b>Registre foncier</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Registre du commerce</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Registre de l'état civil/ de la population</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
<b>Tout autre registre (veuillez préciser)</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Aucun	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
-------	---	---

Commentaires

**194-7. Quels sont les outils TIC utilisés par les notaires dans leurs relations avec leurs clients ?**

- Visioconférence (par exemple, conseils numériques)
- Acte électronique
- Identification numérique
- Archivage numérique
- Autre, veuillez préciser .....
- Aucun

Commentaires

**194-8. Qui est responsable pour gérer les archives numériques ?**

- Notariat/ organisme professionnel
- Autres autorités publiques
- Autre entité (veuillez préciser) .....

Commentaires

**195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?**

- une instance professionnelle
- le tribunal
- le ministère de la Justice
- le procureur

autre (veuillez préciser) :According to Article 61 of the Law No. 69 of 14 April 2016 on the organization of the activity of notaries, the activity of the notary is subject to professional, judicial and financial-fiscal control.

Commentaires

**196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?**

- Oui
- Non

Commentaires

**196-2. Les notaires bénéficient-ils d'une formation en matière de :**

	Oui	Non
<b>Droit européen</b>	( X )	( )
<b>Droit d'un autre Etat membre (programmes de formation transfrontaliers)</b>	( X )	( )

Commentaire - Si oui, veuillez indiquer les types (par exemple, cours traditionnels, e-learning, webinaire) et les grands thèmes des activités de formation : There are organized traditional and on-line courses.

## **I1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie**

Sources : Ministry of Justice

## **10. Interprètes judiciaires**

### **10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire**

#### **10.1.1 Statuts des interprètes judiciaires**

#### **197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

#### **198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?**

( X ) Oui

( ) Non

Commentaires

#### **199. Nombre d'interprètes judiciaires enregistrés :**

[ 528 ]

[ ] NA

[ ] NAP

Commentaires

#### **200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?**

( ) Oui

( X ) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) :

#### **201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?**



Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection .....

Commentaires

## J1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice

## 11. Experts judiciaires

### 11.1. Profession d'expert judiciaire

#### 11.1.1 Statuts des experts judiciaires



### 202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (réponses multiples possibles) :

Experts désignés par les parties au soutien de leur argumentation mais tenus envers un tribunal par une obligation d'indépendance et d'impartialité

Experts nommés par le tribunal ou une autre autorité indépendante des parties

Autres systèmes d'expertise judiciaire, veuillez préciser .....

Commentaire - Veuillez préciser qui propose et qui nomme un expert dans une affaire déterminée. According to the national legislation an authorizing officer of the judicial expertise can be the criminal investigation body, the court or another participant in a process carried out according to the legislation of civil, criminal or contravention procedure who has the right to dispose or request independently conducting a forensic expertise.

### 202-1. Existe-t-il des listes ou toute autre forme d'enregistrement officiel, pour les experts ?

Oui

Non

Commentaires

#### 202-1-1. Si oui, la liste est-elle établie au plan (réponses multiples possibles) :

national

par circonscription administrative ou état fédéré

par circonscription judiciaire

autre

Commentaire - Veuillez fournir tout autre commentaire concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment sont évaluées ses compétences ? par qui ?) :

#### 202-1-2. Ces listes sont elles accessibles au public :

Oui sur Internet

Oui

Non

Commentaires

### 202-2. Quelle autorité est compétente pour l'enregistrement des experts judiciaires ?

Le Ministère de la Justice

Les tribunaux

Un organe administratif

Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

Autre

Commentaire - Veuillez préciser également les critères d'enregistrement :

### 202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

Oui, pour combien de temps .....

Non

Commentaires

### 202-4. Dans une affaire, peut-on désigner un expert non inscrit sur la liste ou non enregistré ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, dans quels cas ? If there are no experts with the necessary specialization in the State Register of Judicial Experts or if another judicial expert cannot be appointed for reasons of incompatibility, a person competent in specialization can be required to perform the expertise.

### 203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection : The title of judicial experts is protected by registering in the State Register of certified legal experts and issuing of a judicial expert license (Law no. 68 of 14.04.2016 on the judicial expertise and the status of the judicial expert).

### 203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Formation continue	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

### 203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

la procédure judiciaire

le métier de l'expert

autre

Commentaires

## 204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

### 204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : Upon receipt at the registry of an order to carry out the forensic expertise, a form is drawn up, called Analysis of the request, which has the section "Reasons for recusal", where the forensic expert determines whether or not there is a conflict of interest. After that he/she informs the superior, who decides if the expert can be or not recused.

## 205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	347 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	226 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	121 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

## 206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires pénales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre affaires	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

## 205-1. Qui détermine le montant de la rémunération de l'expert ?

	En matière civile/administrative	En matière pénale
Défini par la loi/ règlement ou réglementation spéciale	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
Défini par le tribunal/juge	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
Defini par le ministère de la Justice ou un autre ministère (fixant un tarrif par exemple)	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP	( ) Oui ( X ) Non [ ] NAP
Salaire de fonctionnaire public (dans le cas d'un médecin légiste ou un autre spécialiste qui est un fonctionnaire public)	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
Librement négocié entre l'expert et les parties	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP	( X ) Oui ( ) Non [ ] NAP
Autre	( ) Oui ( ) Non [ X ] NAP	( ) Oui ( ) Non [ X ] NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

## 206. Existe-t-il des dispositions impératives pour les experts judiciaires concernant :

	Oui	Non
Délais pour présenter le rapport d'expertise	( X )	( )
Qualité de l'expertise	( X )	( )
Autre	( )	( X )

[ ] NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser et fournir des détails dans l'hypothèse où de possibles sanctions existent :

## 207-1. Le juge ou un autre organe contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

- ( ) Oui  
( X ) Non

Si oui, veuillez préciser :

## 207-2. Les associations d'experts sont-elles impliquées dans :

- [ ] Le processus de sélection  
[ ] La formation initiale ou continue  
[ ] Les procédures disciplinaires  
[ X ] NAP

## K1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Justice

## 12. Les réformes dans le système judiciaire

### 12.1. Réformes envisagées

#### 12.1.1 Réformes

**208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles en cours ou envisagées ?**

#### **208-1. Programmes de réforme généraux**

- Oui (programmé)  
 Oui (adopté)  
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)  
 Non  
 NA

Si oui, veuillez préciser : A new Justice Sector Strategy for 2021- 2025 was approved by Parliament but it was not promulgated by the President. This policy document represents a natural follow up activities set out in the last Justice Sector Reform Strategy for 2011-2016 and its Action Plan, this is the very reason for the intent to move away from the reform concept and focus on development aspects, and if appropriate, on strengthening and capitalizing on the judiciary potential. When the implementation of the new reform phase is completed, a new stage will occur targeting improvement or "fine-tuning" of the already adopted regulatory framework, strengthening of the institutional and professional capabilities of the reformed institutions, and alignment of the justice reform processes with the commitments of the Republic of Moldova made to the development partners, as well as with the Council of Europe's recommendations and standards. The strategy aims to respond to the challenges related to the improvement of the justice sector and shows the state's commitment to ensure an independent, impartial, accountable and efficient justice sector.

#### **208-2. Budget**

- Oui (programmé)  
 Oui (adopté)  
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)  
 Non  
 NA

Si oui, veuillez préciser : In respect of the on-going reorganization of the national courts the unification of the Court's offices will be carried out gradually, until 31 December 2027, as the conditions for this are created, according to an action plan approved by the Parliament. In this regard for next phases of planning, building, equipping and functioning of new court premises the judicial system will be in need for more approved financial resources.

All the financial means for procurements of new court premises planned for year of reference have been withdrawn by the Government due to Covid 19 pandemic.

### **208-3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux- (implantations géographiques), compétences des tribunaux, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments)**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : 1. According to the Law no. 76 on the reorganization of the courts, approved by the Parliament on 21.04.2016, since January 1, 2017, the judiciary has been reorganized into 15 first instance courts. The unification of the court's offices will be carried out gradually, until 31 December 2027, as the conditions for this are created, according to an action plan approved by the Parliament. Until the creation of the conditions of operation in a single court house, the newly created courts will have several territorial offices. An Working Group was established by judiciary in 2020 in order to propose amendments to the existing legislation regarding court map optimization.

2. Strategic Development Program of the Prosecution Office of the Republic of Moldova for the period 2021-2025 aims to promote in the Prosecution Office a higher level of independence, integrity, accountability, transparency, professionalism and efficiency in line with European standards and practices, thus ensuring the rule of law and respect for fundamental human rights.

### **208-4. Accès à la justice et aide judiciaire**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : During 2020, several essential amendments were made to Law 198 on state-guaranteed legal aid. By completing art. 28 of the Law was extended the concept of emergency legal aid. Therefore, this type of assistance free legal aid is granted 24/24 to the persons victims of offenses against sexual life or domestic violence at the criminal investigation stage.

Also, in 2020, it was completed the process of expanding the categories of beneficiaries of legal aid regardless of income level, including victims of domestic violence, victims of trafficking in human beings, victims of torture, asylum seekers.

According to the Strategy for the legal aid activities in 2021-2023 it is planned the diversification and automatization of legal aid services:

a) Elaboration and institutionalization of the mechanism for providing partial legal assistance free of charge.

b) Elaboration and institutionalization of the mechanism for granting legal aid by public associations.

c) The continuous expansion and development of the network of paralegals in rural and urban localities across the country, taking into account legal empowerment needs.

d) Updating the role and place of public lawyers in the legal aid system.

e) Piloting new models of qualified and primary legal assistance, oriented to the needs of the beneficiaries from the socially vulnerable categories.

f) Facilitating the development and implementation of related programs, such as holistic assistance; prevention and harm; mediation; strategic litigation; advocacy; etc.

g) Increasing the amount of remuneration of public lawyers and paralegals, for legal aid services for their motivation.

h) Providing highly specialized legal services within penitentiaries, centers for the protection of people with disabilities, placement centers, etc.

i) Facilitating the access of the population to qualified legal aid services through providing legal services remotely (by telephone or videoconference) by lawyers granting legal aid or by specialized entities.

j) Technologizing the process of granting primary legal aid by developing online platforms for providing primary legal assistance, which

would allow beneficiaries to navigate in resolving legal issues at distance; providing primary legal advice by telephone or online.  
k) Digitization of the process of granting primary legal aid by elaborating specialized WEB pages; interactive guides; terminals with directed navigation; support groups in social networks.

## 208-5. Conseil supérieur de la magistrature

- Oui (programmé)  
 Oui (adopté)  
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)  
 Non  
 NA

Si oui, veuillez préciser : In December 2019 Parliament amended the Law on Superior Council of Magistracy providing for an increase of SCM members from 12 to 15. The related amendment was declared unconstitutional by the Constitutional Court in June 2021.

On September 16, 2021 a draft law on amending the Constitution, which aims to strengthen the independence of the judiciary was voted by the Parliament of the Republic of Moldova in the first reading.

The main changes introduced by the project are the following:

1. The term and manner of appointment of judges
2. Immunity of judges.
3. Composition of the Superior Council of Magistracy.
4. The attributions of the Superior Council of Magistracy.

The draft law was developed and consulted under the auspices of the Council of Europe's High Level Working Group on Justice Reform in the Republic of Moldova and was coordinated with the European Union and the Venice Commission.

## 208-6. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc.

- Oui (programmé)  
 Oui (adopté)  
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)  
 Non  
 NA

Si oui, veuillez préciser : Strengthening the capacities of justice related, legal professions and the affirmation of their representatives (lawyer, notary, mediator, bailiff, judicial expert, licensed administrator and translator/interpreter) as a body of professionals capable of delivering quality legal services that are essentially public services delegated by the state is an essential task also. In this respect is planned to improve the mechanisms on organization, activity and accountability of justice related legal professions and develop and enforce improved policies for service delivery by justice related legal professions. The planned reforms are part of the new Justice Sector Strategy.

## 208-7. Parité hommes/ femmes

- Oui (programmé)  
 Oui (adopté)  
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)  
 Non  
 NA

Si oui, veuillez préciser : In order to improve the institutional mechanisms aimed to ensure equality and combat discrimination, on the Ministry of Justice platform there are discussions on a draft law for amending several legislative acts, especially Law no. 121/2012 on ensuring equality and Law no. 298/2012 on the activity of the Council for the prevention and elimination of discrimination and ensuring

equality.

This draft law aims to supplement the law with new discriminatory criteria, such as marital status, health status and HIV status, social status, etc. There are also some changes in the notions of direct / indirect discrimination and positive measures. In addition, it is proposed to supplement it with the notion of continuous discrimination and prolonged discrimination.

## **208-8. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : To ensure a stable regulatory framework and to avoid the promotion of conflicting concepts by various authorities, it is planned to centralize the task of amending the codified laws (Civil Code, Criminal Code, Contraventions Code, Administrative Code, Civil Procedure Code, Criminal Procedure Code, Enforcement Code), by formally authorizing the Ministry of Justice in this respect; The planned reform is part of the new Justice Sector Strategy.

## **208-9. Exécution des décisions de justice et en particulier décisions contre les autorités publiques**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : As a result of the liberalization of bailiffs' profession, during almost a decade, the systemic problem of non-enforcement of judgments, which led to multiple convictions of the Republic of Moldova at the European Court of Human Rights (ECtHR), virtually disappeared. At the same time, it is further required to continue fortifying and streamlining these mechanisms to ensure an effective enforcement of courts' judgments by revising the procedures for enforcing court judgments. The planned reforms are part of the new Justice Sector Strategy.

## **208-10. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges**

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : According to the statistical data, neither the establishment through the Law no 31/2017 of compulsory judicial mediation for certain categories of cases, has led to tangible results (approximately 5% of the cases filed in courts have been settled). In this respect, revising the institution of compulsory judicial mediation, in order to simplify the process of examination of civil cases in the court and exclude delays has been widely discussed and planned. The exclusion of the institution of compulsory judicial mediation is included in the Government Action Plan for the years 2021-2022.

Other priorities are to promote the benefits of alternative dispute resolution mechanisms within the business environment, legal community, academia and the judiciary and to conduct awareness and information dissemination campaigns on these mechanisms. The planned reforms are also part of the new Justice Sector Strategy.



## 208-11. Lutte contre la criminalité

- Oui (programmé)  
 Oui (adopté)  
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)  
 Non  
 NA

Si oui, veuillez préciser : Establishing new mechanisms for preventing corruption and guaranteeing integrity within the justice sector by ensuring an effective verification of all judges and prosecutors, in terms of their professionalism, integrity and interests. At the same time, following the analysis of the new legal framework and practices, measures are required to improve the mechanism of disciplinary liability of judges and prosecutors. The planned reforms are part of the new Justice Sector Strategy.

## 208-12. Système pénitentiaire

- Oui (programmé)  
 Oui (adopté)  
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)  
 Non  
 NA

Si oui, veuillez préciser : Some of the forthcoming challenges are going to be the the institution and implementation of progressive execution of punishments' system, thus shifting the focus from a punitive policy to re-socialization one, as well as increasing security in penitentiary institutions. The planned reforms are part of the new Justice Sector Strategy.

## 208-13. La justice adaptée aux enfants

- Oui (programmé)  
 Oui (adopté)  
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)  
 Non  
 NA

Si oui, veuillez préciser : In 2020 art. 19 of the Law no. 198/2007 on legal aid (in force since 07.09.2020) was complemented with a new paragraph granting the right to qualified legal aid regardless of income to minors who are victims of crime and other victim categories.

## 208-14. La violence domestique

- Oui (programmé)  
 Oui (adopté)  
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)  
 Non  
 NA

Si oui, veuillez préciser : Among the main provisions of the National Strategy on prevention and combating violence against women and domestic violence for 2018-2023 are:

- Prevent violence against women and domestic violence by cultivating zero tolerance for violence. Combat stereotypes and prejudices leading to violence against women and domestic violence. Inform, raise awareness and encourage the reporting of cases of violence;
- Pre-service and in-service training of the professionals engaged in the prevention and combating of domestic violence based on a common vision at the state level;

- Strengthen the education system to ensure the education of new generations from the perspective of gender equality values and a non-violent communication culture;
- Strengthen the mechanisms of protection and assistance for victims of violence against women and domestic violence; - Develop specialized services for victims of violence, including sexual violence, in line with the international standards;
- Promote women's economic empowerment and socio-economic independence;
- Provide integrated policies in cases of violence against women and domestic violence, based on multi-sectorial cooperation and data collection, and other specific objectives.

## 208-15. Nouvelles technologies de l'information et de la communication

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser : Within the framework of the institutional reform of the judiciary, computerization has been a priority. An essential support to the modernization of justice delivery is ensured by the development of the judicial information system. Nevertheless, the implementation of IT solutions is an ongoing process, which should be adapted to new requirements for process development.

Increasing the level of

computerization of the judiciary is a tool for streamlining the activities carried out in the justice system.

In addition to the information system within courts, it is necessary to develop information systems related to case management at the criminal investigation phase as well as enforcement of court judgment and ensure systems' interoperability and extend case categories in order to use videoconferencing equipment.

At the same time, increased amount of data available in the court system for both, the public and trial participants through electronic means needs to be managed permanently by responsible authorities, under maximum-security conditions. This process includes the implementation of a comprehensive array of measures aimed at enhancing the cyber security. The planned reforms are also part of the new Justice Sector Strategy.

## 208-16. Autres

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser : Another aspect requiring intervention that is widely discussed is the improvement of mechanisms for providing translation services to courts, prosecution offices, criminal investigation authorities, including by encouraging the use of IT capabilities for distance communication, thus avoiding delay in case review by courts. Currently, the delay in reviewing civil and criminal matters in courts is generated by the shortage of translators/interpreters or by their refusal to follow court or prosecution requests to provide services in other administrative-territorial units than Chisinau. The planned reforms are part of the new Justice Sector Strategy.